



Vieillesse et agriculture Signal de détresse	1
Gestion des catastrophes Ce ne serait pas une catastrophe, si...	3
Secteur laitier Quand le lait est tiré, il faut le boire	4
EN BREF	6
REPÈRES	10
PUBLICATIONS	11
ENTRE NOUS	14
POINT DE VUE Sélection végétale participative Cultiver le savoir	16

Site Web : spore.cta.int



Dans ce numéro

On dit à Madagascar :
« Quand un vieillard
court à travers un champ de riz, s'il
ne poursuit pas quelque chose, c'est
que quelque chose le poursuit ».

Nombreux sont les proverbes
africains qui parlent avec affection
et respect des anciens : « un vieux
qui meurt, c'est une bibliothèque
qui brûle », « un vieillard assis
voit plus loin qu'un jeune
homme debout ».

Ce respect vient de ce que les
anciens ont appris et fait dans le
passé. Mais ils font encore
beaucoup de choses au crépuscule
de leur vie, en fait, et nous avons
pensé qu'il fallait en parler
dans Spore.

Tous les âges de la vie sont
dignes d'intérêt, bien sûr.
La naissance d'un réseau de
femmes rurales, le lait – notre
première boisson –, les promesses
des nouveaux produits agro-
alimentaires. Nous ne cessons
de commercer, d'écrire, d'innover,
de lire, d'éviter les désastres,
de prévoir, de partager.
Et, bien assis, de voir plus loin
en lisant Spore...



Illustration Marine Boy

Vieillesse et agriculture

Signal de détresse

Dans la plupart des pays ACP, le nombre de personnes âgées augmente et continuera d'augmenter, en dépit des ravages du sida et d'autres fléaux. L'âge moyen d'un planteur de cacao au Ghana est de 56 ans. L'agriculture deviendrait-elle l'apanage des anciens ?

Du choc de la naissance à l'inévitabilité de la mort, du jeu insouciant aux responsabilités de parent, de travailleur, de conseiller, le passage du temps nous marque inéluctablement au long de notre parcours de la vie. Vient la vieillesse, ou le 'troisième âge' comme disent certains à présent pour les plus de 65 ans. Dans de nombreux pays ACP, même là où il semble difficile d'atteindre 65 ans, le vieil âge a toujours été le temps du repos, du respect et de la déférence. Est-ce encore bien le cas aujourd'hui ?

Peu de sujets nous préoccupent autant que la vieillesse, qu'elle soit brève ou se prolonge. *Spore* aussi fait souvent allusion au rythme du temps, aux changements des modes de vie, rapides comme le temps qui file. Imaginez seulement que la moitié de la population des pays ACP est née après la création du Groupe ACP au début des années 70 !

L'image bien concrète de coins de rues grouillants d'une jeunesse ambitieuse ou de villages où les jeunes débattent indéfiniment de la question de rester ou de partir en cache une autre. Une image de mains usées et de visages ridés, à la fois observateurs et victimes, qui viendra nous hanter si nous n'y prenons garde. Car si nos sociétés comptent de plus en plus de jeunes, à l'autre bout de l'échelle démographique le nombre de personnes âgées augmente rapidement aussi.

Dans les Caraïbes et dans beaucoup d'États du Pacifique, une proportion relativement importante (12%) de la population est âgée et le phénomène s'accroît dans les années à venir. À la Barbade, par exemple, 11% des habitants ont plus de 65 ans. En Jamaïque, le pourcentage est plus modeste, 7%. Les Nations unies prévoient que ces chiffres doubleront dans les trente ans à venir, mais en fait, cela pourrait arriver encore plus vite. La Jamaïque, comme d'autres

pays de la région, a connu à partir des années 50 une émigration massive vers l'Europe et les États-Unis et nous assistons aujourd'hui au retour de ces émigrés qui viennent couler leurs vieux jours dans le pays où ils ont laissé leur cœur.

L'émigration vient des états jeunes

Derniers venus aux pratiques de l'émigration, ce sont maintenant des natifs d'Afrique et d'Asie orientale et centrale qui affluent vers le Nord. Hasard ou nécessité ? Les 'oui mais, non mais' des politiciens européens tendent à les encourager d'une façon ambiguë et souvent démagogique, aiguillonnés qu'ils sont par ce même phénomène du vieillissement : dans des pays comme l'Italie et la Suède, près d'une personne sur cinq (18%) a plus de 65 ans et ne peut plus ou ne veut plus travailler.

En Afrique, le taux élevé de l'émigration et des mouvements de population des campagnes vers les villes reflètent les taux de fécondité relativement élevés du continent qui connaît une croissance démographique moyenne de 2,4% par an depuis les années 50. À taux constants, la population de l'Afrique (760 millions en 2002) pourrait doubler d'ici à 2035. Le nombre de personnes âgées, est en hausse, même si la proportion dans la population totale n'a guère augmenté. D'après la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, "la taille de la population âgée pourrait augmenter de plus de 70%, passant de 16 millions à 28,6 millions entre 1995 et 2015". Le Nigeria compte plus de 2 millions de personnes âgées et plusieurs pays africains – la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Afrique du Sud et le Soudan – se rapprochent de ce chiffre.

Le sida a-t-il changé la donne ?

Mais, direz-vous, le fléau du sida n'a-t-il pas bouleversé tout cela ? Oui, le sida a marqué de sa mortelle empreinte des groupes d'âges entiers. Son impact en Afrique est à présent intégré dans les analyses démographiques, ce qui n'était pas le cas il y a cinq ans. Les statistiques font froid dans le dos : l'espérance de vie au Botswana, qui était passée de 35 à 59 ans entre 1955 et 1998, risque de chuter à 44 ans d'ici à 2015.

Cela signifie que les taux de croissance de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont été sérieusement malmenés ces dernières années. Bien que le taux d'infection par le VIH semble aujourd'hui en déclin ou plus ou moins contrôlé, ses effets sur les tranches les plus âgées de la population présentent deux caractéristiques distinctes. Il y a d'abord la détresse devant l'anéantissement d'une ou deux générations, une tragédie sociale qui se double d'une catastrophe économique quand le sida décime plus de la moitié des forces vives d'un pays.



L'expérience, la patience et la sagesse – trois atouts de notre capital social.

Il y a aussi plus de 10 millions d'orphelins du sida en Afrique subsaharienne, beaucoup en régions rurales. Ils se retrouvent confiés à des oncles et tantes débordés par la charge des nombreux enfants de leurs frères et sœurs décédés. Ou bien ils se trouvent à charge des anciens, qui ont été moins exposés au virus.

Dans cinq ou six décennies, l'effet du sida sur la croissance de la population sera probablement compensé, aussi brutale que cette assertion puisse paraître. Le fait est que la population d'Afrique subsaharienne compte 20% de jeunes de 15 à 24 ans en mesure de fonder famille et l'on peut espérer que beaucoup d'entre eux atteignent la vieillesse, à moins d'un autre fléau ou implosion plus horrible encore. Et quand ils seront devenus vieux, ils se trouveront devant une triste répétition du scénario d'aujourd'hui.

SOS mains secourables

Les anciens sont actuellement confrontés à des choix impossibles : malgré leur santé déclinante, les voilà forcés d'éduquer seuls les petits enfants et d'assumer plus de tâches agricoles, alors que le tissu social de soutien familial se déchire et que l'assistance des organes de l'État – eux-mêmes décimés par le sida et les programmes d'ajustement structurel – se réduit presque à néant.

De nombreuses petites exploitations dépendent à présent des bras et de l'énergie des plus jeunes et des anciens. Dans ces circonstances, il y a peu d'espoir de constituer des réserves alimentaires ou financières. La production agricole est directement consommée plutôt que destinée au marché ; de toute façon, la mobilité réduite des plus jeunes et des plus anciens rend le marché encore plus distant. Lors d'une réunion préparatoire du Sommet mondial du développement durable, un délégué du Bénin rappelait la citation bien connue : "plutôt que de donner un poisson à un homme, nous devons lui apprendre à le pêcher et en plus, à le vendre". C'est bien loin de la réa-

lité. Sur quelles fondations bâtir le progrès agricole ?

Il est temps d'innover

Même dans des circonstances moins dramatiques, le vieillissement dans l'agriculture soulève trois questions essentielles. La première, récurrente dans les colonnes de *Spore*, se rapporte aux changements qu'il faudrait apporter aux méthodes et aux équipements agricoles pour les adapter aux besoins et aux caractéristiques physiques des gens âgés et des jeunes. Les efforts d'adaptation au vieillissement, non reconnus, de la population rurale des pays ACP doivent inclure la mise au point de nouveaux outils, instruments et techniques et des recherches sur des méthodes culturelles moins intensives exigeant des opérations moins nombreuses et plus légères. Ces aspects sont à peine abordés dans les quelques nouveaux programmes axés sur le vieil âge, tels que le Réseau HelpAge International qui couvre 49 pays en développement. Deuxièmement, des mesures sont nécessaires pour aider les anciens à encourager les jeunes à rester dans l'agriculture. Et troisièmement, il faut soulager la charge des plus vieux à l'aide de stratégies qui aillent au-delà de la coutume de déférence et de respect. Il s'agit d'inclure une véritable composante "d'aide aux anciens" dans les programmes locaux de santé et de micro-assurance, et même des micro-pensions dans le cadre du micro-financement. Les rares initiatives à cet égard viennent d'organismes chargés des conditions de travail, comme l'Organisation internationale du travail en Afrique de l'Est.

Des idées nouvelles sont peut-être à dénichier dans des coins inattendus. Dans les pays du Nord, le vieillissement a déjà touché des milliers d'agriculteurs qui ont vu leurs exploitations disparaître faute de reprenneurs. Il doit y avoir dans cette douloureuse expérience bien des conseils à puiser et à partager solidairement, entre organisations paysannes par exemple. La vieillesse est une de ces choses de la vie qui nous rassemblent.

↪ HelpAge International pour des détails sur les réseaux régionaux :
HAI, PO Box 32832,
Londres N1 9ZN, Royaume-Uni
Fax : +44 207 713 7993
E-mail : hai@helpage.org
Site Web : www.helpage.org

Lignes d'action

- • • • • Veiller à ce que les agriculteurs vieillissants gardent accès aux services de financement, de formation et d'équipement ;
- Encourager les petites entreprises et les services financiers locaux ;
- Connexions à la société de l'information ;
- Assurer les droits des femmes âgées ;
- Mesures adéquates de sécurité sociale.

Extrait des recommandations relatives au vieillissement rural, 2^e Assemblée mondiale des Nations unies sur le vieillissement, Madrid, Espagne, avril 2002.

Ce ne serait pas une catastrophe, si...

Les catastrophes frappent durement, même quand elles sont annoncées. Il n'est guère pertinent de distinguer les calamités naturelles de celles dont l'homme est responsable tant les hommes provoquent la nature. Mais certaines sont trop énormes pour être jugulées : nous ne pouvons que prévoir et rester sur nos gardes.



Photo: Chive-Shiley - Panos Pictures

Ce n'est pas la fin du monde, mais ça y ressemble. Tempêtes, inondations, sécheresses, pestes, incendies, tremblements de terre ou éruptions volcaniques... Quoiqu'on puisse dire sur la nature de ces désastres, ils ont des points communs : ce sont des événements exceptionnels et mortellement graves, et même s'il n'en est pas deux qui se ressemblent, ils ont souvent des effets identiques. Les gens perdent tout ce qu'ils possèdent et, dans les cas les plus graves, leur vie.

Selon le Programme alimentaire mondial, 5,5 millions de personnes sont tuées, blessées ou privées de toit chaque année à cause de catastrophes naturelles ; 95% de ces drames surviennent dans des pays en développement. Les coûts économiques sont également impressionnants. Les catastrophes survenues dans une trentaine de pays industrialisés ont coûté, en une seule année, plus de 535 millions US\$ et les inondations désastreuses au Mozambique en 2001 en ont coûté autant à ce seul pays ! Il ne se passe pas un jour sans que la nature ne marque son hostilité à la présence humaine ou à l'agriculture dans des événements qui font la une des médias nationaux, si pas des médias mondiaux : les ouragans sur Belize et ses pêcheries vulnérables, les coulées de lave sur Goma et la région des grands lacs d'Afrique centrale, les cyclones qui détruisent deux des îles Salomon.

L'argent est une facette du problème, mais chaque sou judicieusement dépensé pour prévenir ou mitiger l'impact des catastrophes est bien dépensé, à condition qu'il puisse l'être. De nombreux gouvernements ACP ont longtemps été réticents à investir dans les mécanismes de prévention des catastrophes et ne peuvent pas toujours tenir compte des alertes

ou s'y conformer. Les systèmes d'alerte précoce (SAP) peuvent prédire la plupart des catastrophes, mais ils coûtent cher. Toutefois, ils fonctionnent – les SAP des Caraïbes et du Sahel, par exemple, ont montré leur efficacité, augmentant ainsi leur crédibilité et donc leur soutien financier. Bien sûr, le développement est la meilleure stratégie pour prévenir les catastrophes, mais les populations rurales de nombreux pays ACP continuent, dans leur majorité, à vivre sous le seuil de pauvreté et sont donc particulièrement vulnérables aux catastrophes.

Endurants et sur leurs gardes

Dans les sociétés rurales, les gens savent habituellement faire face aux événements récurrents. Les habitants du Pacifique et des Caraïbes anticipent la saison annuelle des cyclones, quand ouragans et tornades déferlent sur leurs îles. Ils élaguent les arbres, barricadent les fenêtres et savent, comme tout agriculteur, que les tubercules résistent mieux à une tempête que les champs de blé. En Afrique, les habitants savent composer avec la sécheresse. Ils stockent des céréales pour s'assurer nourriture et semences pour quelques années. Dans la Corne de l'Afrique, de telles réserves permettent de surmonter quatre saisons sèches consécutives. Les agriculteurs ont aussi tendance à stocker de nombreuses variétés de plantes et de semences pour pouvoir choisir, à chaque saison, les meilleures à planter d'après leurs caractéristiques et notamment leur résistance à la sécheresse et aux nuisibles. Mais lorsque ces systèmes de sécurité sont détruits – quand les entrepôts sont saccagés ou confisqués en période de guerre ou quand les populations sont déplacées ou se réfugient dans les quartiers misérables des grandes villes –, les gens sont plus vulnérables aux catastrophes. La résistance a des limites.

Pour atténuer les effets des catastrophes, il est important de bien connaître les conditions locales, pas seulement les cultures et les semences, mais aussi le niveau des rivières, le climat, les catastrophes passées et la structure sociale de la communauté. Ce type d'information est la clé de la gestion communautaire des catastrophes (GCC), un système que des com-

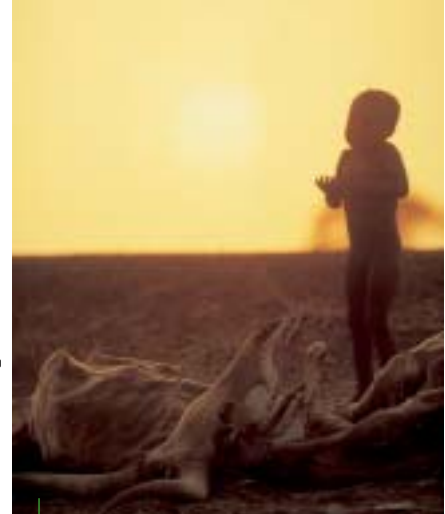


Photo: Y. Müller - FAO

Que faire pour éviter ces tragédies ?

munautés mettent elles-mêmes en place pour se prémunir contre les désastres. La communauté crée un comité, proche des autorités municipales, qui est chargé d'assurer la liaison avec les agences gouvernementales et les organisations d'aide, car les aides extérieures mettent souvent un certain temps à trouver leur rythme. Le comité GCC étudie les risques et définit les réponses en fonction de différents scénarios. Il établit qui préviendra qui en cas d'urgence, où se situera le point de rassemblement, quelles familles sont les plus vulnérables, qui contactera les agences d'aide et préparera le terrain pour l'arrivée de l'assistance et des médias. Ce comité peut aussi constituer un fonds d'urgence et des réserves de produits de première nécessité.

Ensemble, nous résisterons

Les gouvernements aussi prennent leurs responsabilités. Le Bureau jamaïcain de prévention et de gestion des catastrophes est un bon exemple d'organisme d'État dynamique. Il a établi des scénarios détaillés pour les catastrophes et organise régulièrement des formations pour tous les secteurs de la société, y compris les enfants. En Afrique, l'Ouganda et l'Afrique du Sud ont déjà mis au point des politiques d'atténuation des catastrophes et d'autres pays commencent à prendre des dispositions budgétaires pour les situations d'urgence. En Afrique australe, la SADC a mis en place un comité GCC régional. En général, les catastrophes ne se limitent pas à un seul pays mais affectent des régions entières. Les causes et les conséquences sont régionales, comme on l'a vu dans les inondations du Mozambique.

Des signes d'espoir existent, mais le fait est que, comme le note le lauréat du Prix Nobel Amartya Sen, les pays démocratiques ne connaissent pas la famine. Selon lui, malgré la pauvreté et les sécheresses répétées, un gouvernement responsable réaffectera les ressources en temps de crise pour prévenir les famines. Le développement et la démocratie sont peut-être bien la meilleure façon de résister aux catastrophes.

Stratégie internationale de réduction des catastrophes
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10, Suisse
Fax : +41 22 917 9098
E-mail : isdr@un.org – Site Web : www.unisdr.org

Quand le lait est tiré, il faut le boire

Les citadins consomment de plus en plus de lait et de produits laitiers... mais la production laitière reste trop faible dans les pays ACP fragilisés par les importations à bas prix. Paradoxes, espoirs et désillusions.



Photo B. Faye - Citad

Avez-vous jamais eu la chance de porter à vos lèvres le lait à peine tiré du pis de la vache, de la brebis, de la chèvre ou de la chamelle,

encore tiède et mousseux de la traite ? Avez-vous éprouvé ce sentiment de retrouver au plus profond de vous-même une sensation primordiale ? Pour la plupart d'entre nous, qui avons été d'abord nourris au lait d'une femme, c'est ce « d'abord » qui donne au lait le statut de nourriture première. Pour l'écrivain malien Amadou Hampaté Bâ « ce n'est pas seulement du lait que boit le nourrisson suspendu au sein de sa mère, mais la miséricorde divine elle-même, et l'amour ».

Nourriture mythique, le lait est d'abord tout simplement la nourriture traditionnelle de nombreux peuples d'éleveurs en Afrique et de bien des communautés villageoises en Océanie et dans les Caraïbes. Il n'a pourtant jamais été vraiment abondant dans les campagnes : le veau qui tète sa mère passe avant la famille de l'éleveur, et la saison sèche réduit le volume de lait disponible pendant de longues périodes. Dans les familles d'éleveurs, seuls les enfants, les femmes enceintes et les vieillards en boivent régulièrement. Les autres agriculteurs n'y ont accès qu'exceptionnellement, principalement parce

qu'en l'absence de traitement, il est difficile de conserver le lait frais plus de quelques heures et donc de le transporter ; la qualité du lait se détériore rapidement.

Dans les villes, le lait est également une nourriture mythique, une icône de la consommation urbaine, un symbole de modernité. Les distributions de lait dans les écoles et les publicités vantant les bienfaits du lait pour la santé ont formé le goût des consommateurs urbains. On le trouve sur les étals des marchés et les étagères des magasins sous les formes les plus variées : sachets de lait pasteurisé ; briques de lait longue conservation UHT (ultra haute température) ; boîtes de lait concentré, sucré ou pas ; poudre de lait entier, écrémé, maternisé ; lait caillé, fermenté ou yaourt ; crème, beurre et *ghee* (beurre clarifié) ; fromages de toutes sortes.



Trop cher à l'achat

Tous ces produits sont disponibles, connus et désirés de tous, mais seule une minorité de consommateurs peut les acheter régulièrement. Pour la plupart des habitants des villes, particulièrement en Afrique de l'Ouest, le seul lait qu'ils peuvent offrir à leur famille est le lait en poudre détaillé en petits paquets ou reconstitué en liquide dans de petits ateliers. En réalité, la consommation de lait reste, d'une manière générale, extrêmement faible dans les pays ACP. Si elle approche les 50 litres par personne et par an dans les pays de tradition laitière (Afrique de l'Est, Caraïbes, Pacifique),

la moyenne pour l'ensemble de l'Afrique stagne aux environs de 20 litres par personne et par an. C'est quatre fois moins que le minimum préconisé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et vingt à vingt-cinq fois moins que ce que consomme l'Européen type.

L'accès minimum au lait et aux produits laitiers en Afrique est donc encore loin d'être atteint. Les auteurs de l'ouvrage de la FAO *L'approvisionnement des villes africaines en lait et produits laitiers* notaient déjà en 1995 que « les considérations ethniques, religieuses, sociologiques, sur la consommation de lait et produits laitiers en Afrique ne résistent pas à cette seule évidence : l'obstacle majeur à la consommation régulière de lait et de produits laitiers, c'est la faiblesse du pouvoir d'achat ou autrement dit, un prix trop élevé du lait et des produits laitiers ».

Pas assez rentable

Avec l'accroissement général de la population urbaine, la demande en produits laitiers est essentiellement satisfaite par les importations :

Du mal à digérer ?

On parle souvent d'allergies au lait de vache, alors que ces allergies sont en fait très rares ; c'est généralement d'intolérance qu'il s'agit. L'intolérance au lait de vache est une réaction de l'organisme au lactose, sucre naturel du lait. Le lactose est un sucre double qui, pour être utilisé par l'organisme, doit être divisé en deux sucres simples. Cette opération se produit dans le petit intestin sous l'influence d'une enzyme appelée lactase. La majorité des individus produit à la naissance et durant la petite enfance des quantités suffisantes de lactase pour digérer le lactose du lait. Plus tard, chez certains adultes, la lactase n'est pas sécrétée en quantité suffisante, particulièrement lorsqu'ils ont cessé de boire du lait régulièrement. Le lactose non digéré passe alors dans le gros intestin et est fermenté par les bactéries qui s'y trouvent. Cette intolérance au lactose est fréquente chez les adultes en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique ou en Amérique du Sud ; elle est plus rare en Europe ou en Amérique du Nord. Ceux qui en souffrent peuvent cependant consommer du lait en petites quantités, et du beurre, du fromage ou du yaourt sans limitation, car ils contiennent très peu de lactose.

Le lait de soja est une alternative au lait de vache et un complément nutritif. La nouvelle édition revue et augmentée de l'Agrodox 10 « La culture du soja et d'autres légumineuses » sera présentée dans *Spore 103*.

Le prix payé à l'agriculteur, 2001 (euro/ litre)

Ouganda	0,15-0,30
Nlle-Zélande	0,16
Sénégal	0,23-0,30
Etats-Unis	0,30
Jamaïque	0,33-0,45
Fidji	0,35
Union européenne	0,39

Sources : Uganda Investment Authority, TPA, FAO, Eurostep



Photo R. Faldutini - FAO



Photo I. Balderi - FAO

De droite à gauche : du lait de chamelle en Mauritanie, du lait en sachets au Guyana, une publicité murale au Togo, la collecte du lait à bicyclette au Kenya... et l'avant-centre de l'équipe américaine féminine de football qui marque un point.

elles représentent souvent plus de 90% des approvisionnements des villes d'Afrique de l'Ouest, et rarement moins de 75% dans l'ensemble des pays ACP.

Ce lait d'importation est subventionné à plusieurs stades : d'abord par les aides que l'agriculteur reçoit dans les pays où les coûts de production sont élevés, particulièrement en Europe (voir le tableau) ; ensuite parce que l'exportation de lait en poudre est elle-même subventionnée. On retrouve alors ces produits sur les marchés ACP à des prix relativement bas.

Parallèlement, la production locale n'arrive pas à progresser. Les agriculteurs rencontrent

nombre de difficultés : la faible productivité et la dispersion des troupeaux laitiers en élevage extensif, le coût des intrants (fourrages, médicaments, etc.) en élevage intensif, les difficultés d'organiser des circuits de ramassage. La pénurie chronique de lait frais qui en résulte tire les prix vers le haut. La production locale, concurrencée par les importations, ne peut dégager des revenus suffisamment rémunérateurs, propres à encourager une augmentation des quantités mises sur le marché, d'où un recours croissant aux approvisionnements extérieurs.



Photo G.P. Hoyle/Dak

De l'espoir pour la Jamaïque

En août 1999, Phyllis March, une agricultrice jamaïcaine, n'arrivait plus à vendre le lait de son troupeau. Sa chambre froide était pleine et elle jeta près d'un millier de litres de lait à la rivière voisine. Ce cas n'est pas isolé. L'industrie laitière à la Jamaïque, naguère très lucrative, traverse une crise dramatique. Alors que le pays consomme 155 millions de litres de lait par an, la baisse de la production nationale a été constante au cours des années 90 et s'est même récemment accélérée : 39 millions de litres en 1992, 22 en 2001.

Paradoxalement, les fermiers jamaïcains sont conduits à détruire une partie de leur production, à abattre certaines de leurs bêtes ou même à se reconverter. C'est le lait européen subventionné qui est en train de chasser ces fermiers de leur propre marché : les industriels achètent ce lait en poudre importé à bas prix et ont tendance à négliger le ramassage du lait frais.

Ils ont profité de la libéralisation des échanges pour réduire le prix auquel ils achètent le lait et pour en limiter le volume, ce qui a conduit les producteurs à détruire 250 000 litres de lait en 2001.

De nombreux pâturages, de l'eau en suffisance, une race locale performante (Jamaica Hope) : les conditions seraient pourtant favorables au développement de la filière laitière qui fait vivre près de 3 000 fermiers. C'est ce que pensent nombre d'entre eux, qui viennent de créer la Jamaica Dairy Farmers Federation (JDFF), un syndicat professionnel qui a déjà obtenu des résultats concrets : le prix des intrants a été négocié à la baisse, la production se modernise et le gouvernement a accepté de leur acheter du lait pour les enfants des écoles.

Le marché mondial

Ces dernières années, le cadre des échanges économiques a changé. La dévaluation du franc CFA en 1994 a mécaniquement doublé du jour au lendemain le prix du lait importé en Afrique de l'Ouest, sans que la production laitière locale n'en bénéficie de manière durable. Le lait frais n'étant pas devenu plus disponible, le consommateur est contraint de dépenser la même somme que la veille pour un sachet contenant deux fois moins de lait en poudre.

L'évolution à moyen terme de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne est un autre élément à prendre en compte : il est peu probable que les contribuables européens acceptent éternellement de payer pour que les fermiers des quatre ou cinq pays gros producteurs continuent à vivre d'une surproduction permanente. Les prix du lait, actuellement très bas, auront tendance à remonter.

Enfin, la tendance à la dérégulation du marché entraîne l'abaissement des droits de douanes : les producteurs et les transformateurs locaux se retrouvent sans protection, fragilisés à des degrés divers, même dans des pays de tradition laitière comme la Jamaïque (voir encadré ci-contre).

Sortir du cercle vicieux

Sortir du cercle vicieux du recours aux importations est un impératif : seule une forte augmentation des productions locales peut donner aux populations un accès satisfaisant au

lait et aux produits laitiers et permettre une amélioration du revenu des paysans, enclenchant ainsi un véritable processus de développement.

Mais y a-t-il encore un modèle de développement à suivre ? Celui des très grandes laiteries, s'appuyant sur un vaste réseau de coopérateurs, a été longtemps la règle dans les pays à forte tradition laitière. Les économies d'échelle, la capacité d'investissement – et la fragilité – sont à la mesure de ces géants : la Rewa Co-Operative Dairy Company de Suva est en position de quasi-monopole à Fidji, la Dairy Corporation Ltd de Kampala traite les deux tiers du lait ougandais et la Kenya Cooperative Creameries s'est écroulée dans un fracas de mauvaise gestion et de corruption.

L'imposition de ce modèle dans des pays sans tradition de production laitière serait vouée à l'échec. La coopération publique et l'investissement privé se laissent parfois gagner par un certain découragement. Dans ce contexte, des solutions plus modestes et pragmatiques ont tendance à s'imposer discrètement : organiser une ceinture de fermes laitières autour des villes ou aider des mini-laiteries urbaines à mieux cibler leur marché, par exemple. La chaîne laitière locale est devenue l'objet de plusieurs expérimentations notables, comme celles coordonnées par l'International Livestock Research Institute (ILRI) (voir Repères) et les réseaux ouest-africains soutenus par le GRET, le groupe de recherche et échanges technologiques. Le développement des technologies peut aussi relancer de nouvelles chaînes d'approvisionnement : la méthode de conservation à base de lactoperoxydase (voir *Spore 80*), par exemple, permet à des producteurs éloignés de vendre aux marchés urbains.

Il s'agit, en somme, d'avancer partout où il y a une marge de progression, si faible soit-elle, et de poursuivre cet effort puisque, comme le disait Winston Churchill, « il n'y a pas de meilleur placement pour un pays que de mettre du lait dans des enfants ».

Il s'agit, en somme, d'avancer partout où il y a une marge de progression, si faible soit-elle, et de poursuivre cet effort puisque, comme le disait Winston Churchill, « il n'y a pas de meilleur placement pour un pays que de mettre du lait dans des enfants ».



Photo S. Assous - Cifrad

Un litre de lait frais contient environ 35 g de matières grasses, 35 g de protéines, 50 g de glucides (sucres), 10 g de sel et des vitamines A, D, E, B1, B2 et C. Pour rester intactes, ces vitamines doivent être mises à l'abri de la lumière, de l'air et de la chaleur.

Décamppez, les éléphants!

Au Kenya, les chercheurs du Centre de recherche de Mpala et l'ONG Save the elephants ont découvert qu'il suffit de placer des ruches, même vides, dans les cultures pour tenir les éléphants à l'écart. Les pachydermes causent d'énormes dégâts aux cultures, surtout lorsque les champs avoisinent des réserves naturelles comme c'est le cas au Kenya et au Zimbabwe.

Naturwissenschaften online, novembre 2002

Le sorgho s'éclate

Les grains de presque toutes les variétés de sorgho éclatent lorsque vous les rissolez brièvement dans de l'huile et vous pouvez ainsi les grignoter salés. "Le sorgho est facile à se procurer et plus sain que le popcorn que nous achetons à des prix absurdes," déclare le professeur Babatunde Obilana, spécialiste du sorgho à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT). Il souligne que le sorgho peut également être utilisé comme malt de brasserie et comme farine de boulangerie.

Email : a.obilana@cgiar.org

Lutte contre la désertification

La Global Environment Facility consacre 50 millions de dollars US (49 millions €) à une nouvelle phase du programme 'Lisières des déserts' du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il s'agit d'exploiter à la fois les connaissances traditionnelles et les techniques modernes de gestion des territoires pour redonner vie aux terres dégradées en lisière des déserts dans des régions comme le Matabeleland au Zimbabwe et la zone soudano-sahélienne du Sénégal. 'Lisières des déserts' Il concerne sept autres pays : Afrique du Sud, Botswana, Burkina Faso, Kenya, Mali, Namibie et Niger.

PNUE, novembre 2002

Jeunes chercheurs bienvenus

Le Centre de recherche pour le développement (ZEF) à Bonn, en Allemagne, propose un programme international de doctorat, en anglais, pour de jeunes chercheurs en sciences sociales et politiques, économie, agriculture, géographie, écologie et gestion des ressources naturelles. Ce programme démarre en octobre 2003. Un nombre restreint de bourses de recherche est disponible.

ZEF
Walter-Flex-Str. 3, 53113 Bonn
Allemagne
Fax : +49 228 731889
e-mail : docp.zef@uni-bonn.de
site Web : www.zef.de

Un réseau est né



Elle tient le monde dans ses mains. Graça Machel, l'épouse de Nelson Mandela, a fait bon accueil au vœu des femmes rurales de tenir leur prochain congrès en Afrique du Sud.

■ "Si nous réclamons la lune, nous avons une chance d'atteindre les étoiles". Ce slogan a souvent résonné début octobre 2002 à Madrid, en Espagne, pendant la mémorable semaine de réseautage d'une vingtaine de femmes rurales. Elles se sont regroupées spontanément à l'occasion du troisième Congrès mondial des femmes rurales, avec, il est vrai, un coup de pouce des organisateurs du congrès, de leurs organismes de financement et du CTA qui, en collaboration avec le Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR), avait facilité la participation d'une forte délégation de femmes rurales d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le congrès, qui rassemblait 1 500 femmes venues de 84 pays, constituait le prolongement de réunions tenues en Australie en 1994 et aux États-Unis en 1998. Ce rassemblement est devenu un véritable événement, porté par l'énergie de ses participantes et la générosité du pays hôte.

Jamais un phénomène n'a évolué aussi vite dans le temps : à l'origine rassemblement traditionnel de femmes représentant l'agriculture commerciale d'Amérique du Nord, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Europe de l'Ouest, le congrès s'est ouvert à la diversité des besoins et des angoisses des femmes rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Une évolution qui ne se fait pas sans quelques douleurs de

croissance, c'est normal. On était bien loin des échanges plutôt tranquilles et mesurés de 1992, axés sur la recherche du bien-être des femmes rurales. Au congrès de 2002, le ton a changé avec ce groupe de femmes rurales des pays en développement, qui voulaient parler du droit à la terre, de la guerre, du sida, de l'échec de la vulgarisation et de la gestion du microfinancement, tout cela sur un mode plus que participatif qui a surpris les organisateurs.

C'est la naissance du réseau des femmes ACP qui fut le processus le plus fascinant à observer. La plupart des congrès donnent le jour à des réseaux qui disparaissent

ensuite rapidement. Ce n'est pas le cas de ce réseau-ci qui était, qui est une étonnante fusion des énergies et de l'expérience d'universitaires, d'agricultrices, de planificatrices, de banquières, de décideurs et de vulgarisatrices. Une telle fusion qui franchit les barrières des professions, des pays, des régions et des langues est exceptionnelle.

Au bout du premier jour, ces participantes s'étaient renseignées mutuellement et s'étaient échangés tous les documents de travail tout en 'recrutant' de nouvelles alliées. Dès le deuxième jour, elles avaient mis au point une stratégie pour amener les sessions du congrès à mieux prendre en compte les villageoises et les plus pauvres. Le troisième jour, elles élaboraient une déclaration commune et à la fin du quatrième jour – où il a fallu reculer la clôture de trois heures – elles avaient esquissé un plan d'action pluriannuel de réseautage, visites d'échanges, publications et rencontres régionales pour préparer les futurs congrès mondiaux. Et elles s'engageaient à encourager une plus grande et plus active participation des femmes rurales dans le prochain congrès, prévu en Afrique du Sud en 2006.

Si quelqu'un devait un jour écrire l'histoire des réseaux, cette brillante constellation des femmes rurales ACP pourrait bien y occuper plusieurs chapitres...

Fatou Sarr (Sénégal)

E-mail : sarrsow@yahoo.fr

Margaret Oguli Oumo (Ouganda)

E-mail : oumo@infocom.co.ug

De meilleurs vétérinaires

■ En octobre 2002, 120 spécialistes de la santé animale venus de 20 pays d'Afrique, d'Asie du Sud et du Sud-Est, d'Amérique latine et d'Europe ont réfléchi aux perspectives de la santé animale au 21^e siècle, au cours d'un séminaire organisé à Mombasa, au Kenya. À l'issue de leurs discussions sur les règles, les politiques et les institutions, ils ont recommandé une amélioration du travail en réseau des vétérinaires traditionnels et des agences spécialisées dans l'élevage, le renforcement des liens avec la société civile, une réforme des programmes de formation vétérinaire et l'amélioration de l'accès au marché.

La consommation de viande est en hausse constante et beaucoup y voient la prochaine révolution alimentaire. Cela ouvre des perspectives pour les éleveurs, mais il faut aider les producteurs africains démunis de ressources à en profiter. C'est ce qui a incité le Bureau des ressources animales de l'Unité africaine à organiser ce séminaire important, avec un financement du CTA et du DFID britannique.

CAPE Unit – PACE

AU/IBAR

PO Box 30786

00100 Nairobi, Kenya

Fax : +254 2 212 289

E-mail : andy.catley@oau-ibar.org

Chercheurs et journalistes, même combat !

■ Les malentendus entre chercheurs et journalistes sont fréquents : les premiers, dit-on, fournissent de l'information indigeste et les seconds la déforment. Il n'en demeure pas moins que, comme le porridge et la sauce, le chercheur et le journaliste ne peuvent se passer l'un de l'autre.

C'est ainsi que des chercheurs et des journalistes de plusieurs pays d'Afrique orientale et australe se sont rencontrés en octobre 2002 à Lusaka, Zambie, pour un atelier sur l'agro-biotechnologie et la sécurité alimentaire dans la région.

Cet atelier a non seulement permis aux participants de tisser des liens de travail étroits, mais il a aussi ouvert les yeux aux journalistes sur les aspects positifs et négatifs des apports de la biotechnologie à la sécurité alimentaire. Des visites dans des laboratoires utilisant les techniques de culture de tissus leur ont montré le rôle positif de la biotechnologie dans la multiplication de matériel végétal sain de manioc, patate douce et banane.

L'introduction d'organismes génétiquement modifiés (OGM), dont les effets dans les pays africains et ailleurs n'ont pas encore été complètement étudiés, est un aspect plus inquiétant. Les chercheurs ont insisté sur le fait qu'il faudrait faire des recherches plus approfondies avant d'importer des OGM, par souci des répercussions négatives qu'une mutation génétique de ces organismes pourrait avoir sur la santé humaine et sur la biodiversité. Quand elle est bien gérée, la biotechnologie peut aider les agriculteurs à cultiver des plantes libres de parasites et de maladies. Toutefois, si elle n'est pas suffisamment étudiée ou échoue à utiliser les savoirs locaux, elle peut comporter des risques pour la santé et l'environnement.

L'atelier était organisé par l'Association pour une gestion écologique et participative de la terre (PELUM), le CTA, KEPA Zambie, l'Institut de recherche et de formation biomédicale de Zambie et la revue *Biotechnology and Development Monitor*, des Pays-Bas, avec un appui financier supplémentaire de Novib.

Coup de chaud sur le chocolat

■ Les prix du cacao ont brusquement grimpé à plus de 2 000 €/t en octobre 2002, battant un record vieux de dix-sept ans. Les pluies abondantes qui ont pourri les récoltes au Ghana et les troubles qui ont suivi la tentative de coup d'État de septembre en Côte d'Ivoire, où pousse 40% de la production mondiale, ont provoqué une pénurie de cacao, ce qui explique la hausse de prix.

Derrière cette montée des prix, on trouve aussi la main du négociant en cacao Anthony Ward. La société Armajaro qu'il dirige a acheté de grandes quantités de cacao ces dernières années. Mi-2002, elle a mis la main sur les deux tiers des 'futures' du cacao, c'est-à-dire (en termes boursiers) la future récolte de cacao qui interviendrait entre octobre et

décembre 2002. En contrôlant la fourniture du cacao, Ward contrôle le marché et peut faire monter les prix.

Les industriels du chocolat commencent à se plaindre. Ils avaient misé sur une autre baisse des prix ou au moins sur le maintien de prix bas et n'ont pas constitué de stocks. Ils doivent maintenant acheter leur cacao au prix fort.

Pour les planteurs, la hausse des prix pourrait être une bonne nouvelle, mais elle ne signifie pas grand-chose si les plantations ne sont pas accessibles en raison de la guerre ou si les bénéfices sont prélevés par les négociants et les intermédiaires entre les champs et le marché à terme de Londres (Liffe) où se vend l'essentiel de la production mondiale de cacao.

Ça roule !



Illustration Terri Andon

Là où il n'y a ni tuyau ni camion, faites rouler l'eau.



■ Il est généralement plus facile de faire rouler les choses lourdes que de les porter. Alors pourquoi pas rendre l'eau 'roulable' ? C'est ce que les créateurs de l'Hippo Water Roller ont fait il y a une dizaine d'années, prouvant qu'il est parfois utile de réinventer la roue.

L'Hippo Roller est un bidon de plastique de 90 litres muni d'une longue poignée qui permet de le pousser ou de le tirer. Son couvercle peut aussi servir à puiser l'eau. Ce bidon permet d'amener plus d'eau à la maison en un seul voyage qu'un grand récipient transporté sur la tête à cinq reprises.

L'Hippo Roller n'est pas une solution à long terme pour les

problèmes d'accès à l'eau et il ne dure que quelques années, mais il aide de nombreuses communautés, notamment en Afrique du Sud et en Angola, à résoudre leurs difficultés d'approvisionnement. De nombreux rollers sont fournis par des donateurs identifiés par Africa Foundation, le principal partenaire d'Hippo Roller. Imvubu, la société qui les fabrique, peut fournir l'équipement et la formation (pour 98 000 €) aux industriels désireux de produire des Hippo Water Roller sous licence dans d'autres pays.

Imvubu Projects
PO Box 170
Fourways, 2055
Afrique du Sud
Fax : +27 11 465 5131
E-mail : hippo1@iafrica.com

Arrêter la pourriture du manioc

Une maladie du manioc due au champignon parasite *Lasiodiplodia theobromae*, découvert dans les années 90 dans la zone montagneuse du Togo – le plateau Danyi et la région d'Adélé –, cause beaucoup plus de dégâts dans cette région que dans d'autres zones où il est présent. Des chercheurs ont découvert que c'est principalement dû à la sensibilité des variétés locales de manioc. Un bon nombre des variétés de manioc conservées dans la collection nationale togolaise se sont avérées résistantes au parasite, ce qui devrait permettre de limiter la portée de l'infection. Encore faut-il que les agriculteurs soient capables de reconnaître la maladie et évitent d'utiliser des plants contaminés ou de planter de nouveau du manioc dans un champ contaminé l'année précédente.

Béré Tchabana
ITRA
BP 129 Kara
Togo
Fax : +229 60 60 13
e-mail : crass-kara@yahoo.com

Recyclage

Le Centre international de l'agriculture (IAC) aux Pays-Bas propose de nouveaux cours et ateliers actualisés, en anglais, aux professionnels de l'élevage et des politiques agricoles : 'Production porcine, environnement et avenir' (Wageningen, 19-21 mai 2003) et 'Agriculture biologique, analyse, conception et gestion' (Wageningen, 23 juin - 4 juillet 2003). Pour ce dernier cours, un petit nombre de bourses est disponible.

IAC
BP 88
6700 AB Wageningen
Pays-Bas
Fax : +31 317 495395
E-mail : training@iac.dlo.nl
Site Web :
www.iac.wageningen-ur.nl

Relancer la banane

L'île de la Dominique, dans les Caraïbes, réalise une nouvelle infrastructure d'irrigation pour son secteur de la banane. Comme les initiatives similaires de l'UE pour soutenir la production bananière d'autres îles du Vent, ce programme d'un montant de 16 millions € vise à réduire l'impact de la sécheresse et à relancer la production. La Dominica Banana Marketing Corporation gère aussi un programme de crédit de 800 000 € permettant aux producteurs d'acheter des intrants. Le secteur a beaucoup souffert de plusieurs sécheresses consécutives et de l'ouragan Lenny en 1999.

Les gourdes au musée

Le premier musée de la gourde, équipé d'un centre de documentation et d'une banque de gènes, a vu le jour au Kenya avec un appui de l'Agence internationale de coopération du Japon. Les gourdes telles *Lagenaria siceraria* et *Luffa cylindrica* étaient autrefois un aliment courant et leurs coques sont utilisées comme récipients ou instruments de cuisine, mais avec l'arrivée du plastique et les changements de modes de vie, elles sont aujourd'hui délaissées. Le musée, mis en place et géré par le groupe de femmes Kyanika de Kitui, au nord de Nairobi, encouragera l'usage des gourdes, conservera le savoir et constituera une réserve génétique portant sur plus de 250 espèces.

Une autre tasse de thé?

Le gouvernement ougandais a établi un Office du thé pour remplacer l'Uganda Tea Authority (UTA) et l'Uganda Tea Growers Corporation (UTGC), ces deux structures n'étant pas parvenues à relancer le secteur du thé qui constituait naguère la troisième source de devises du pays. La production actuelle avoisine 27 000 t, ce qui est, selon le ministère de l'Agriculture, bien en deçà du potentiel du pays.

Le café remonte un peu

En novembre 2002, le prix du café a atteint son meilleur niveau depuis deux ans. Le prix indicatif composé – calculé sur une moyenne de divers cafés commercialisés sur plusieurs marchés – a atteint 0,50 US\$ la livre, alors qu'il n'était que de 0,42 US\$ au mois d'août, et ce malgré une situation globale de surproduction. Selon l'Organisation internationale du café, cette petite remontée serait liée à une vague de sécheresse au Brésil et à une baisse de la production au Vietnam et en Amérique centrale.

Couvrez-vous!

Dans le numéro d'avril 2001 de *Spore* 98, l'article intitulé "Une partie perdue d'avance" plaçait pour que les producteurs prennent une assurance pour se prémunir contre les calamités, les faibles rendements ou les fortes baisses de prix pour leurs productions. Cette approche, nouvelle dans les pays ACP, est difficile à mettre en place pour les agriculteurs individuels. Toutefois, le *Financial Times* a annoncé que l'un des principaux groupes de producteurs de fruits d'Afrique du Sud, dans la vallée de Ceres, avait adopté cette approche en octobre 2002.

Cultures en mer

Photo C. Lissade - IFD



Certaines algues peuvent servir à amender le sol ou à rehausser le goût des aliments.

■ Vous vivez en bord de mer ? Pourquoi pas vous lancer dans la culture des algues, appelée aussi mariculture ? Les vertus des algues sont connues depuis bien longtemps, mais leur production et leur consommation ne se sont développées que récemment. Les diverses algues comestibles sont classées en fonction de leur couleur brune, verte ou rouge qui est déterminée par le degré de lumière. Elles gagnent en popularité non seulement comme légumes de consommation, mais aussi comme ingrédients dans l'industrie, servant à donner une texture plus onctueuse à des produits

comme les crèmes glacées, la bière, les confitures, le papier, les gommes, le dentifrice, les pommades et les rouges à lèvres. Quelques espèces d'algues, notamment *Spirulina*, ont également des propriétés médicinales. Des trois groupes, les algues brunes sont les plus courantes et les plus largement cultivées. Selon la FAO, la production mondiale a augmenté de presque 100% dans les années 90, passant à plus de 7 millions t (poids à l'état frais) par an. La Chine, avec 4 millions t par an, est de loin le plus gros producteur, suivie d'assez loin par d'autres pays asia-

tiques comme le Japon, la Corée et les Philippines. Dans le Pacifique, la production d'algues est également assez répandue.

L'Afrique est relativement nouvelle venue sur ce marché, bien que la Tanzanie et Madagascar exportent depuis des années des algues rouges (de l'espèce *Eucheuma*) pour les caragènes (source d'une variété infinie de gels). Sur l'île de Zanzibar, la mariculture a commencé il y a une dizaine

d'années et est devenue un travail plutôt féminin. Les algues sont généralement cultivées sur des cordes tendues entre des poteaux juste au-dessous de la surface de la mer. On les récolte après quelques semaines, puis on les sèche et on les vend. Elles se vendent à prix plutôt bas à Zanzibar, mais permettent tout de même aux femmes de gagner plus d'argent que leurs maris pêcheurs ou cultivateurs.

L'Afrique pourrait davantage exploiter cette ressource. Dans le journal de l'Académie africaine des sciences, *Discovery and Innovation*, Keto Mshigeni, de l'Université de Namibie, affirme que l'on peut extraire de l'iode des algues. Environ 150 millions d'Africains souffrent d'une carence en iode et pratiquement tout l'iode destiné à enrichir le sel doit être importé alors que les rivages d'Afrique australe abondent en espèces d'algues comme *Laminaria* et *Ecklonia* qui contiennent environ 6 milligrammes d'iode par kilo.

La Société Taurus Products en Namibie a trouvé une autre possibilité de valeur ajoutée : elle a mis au point l'Agrikelp, un produit à base d'algues pour l'amendement des sols. Les algues contiennent une substance qui absorbe et stocke l'eau, puis la libère très lentement. Introduites dans le sol, elles améliorent la capacité de rétention de l'eau du sol et en retardent le dessèchement. En Bretagne et au Pays de Galles, en Europe, les habitants connaissent bien cette technique. Depuis des milliers d'années, le varech (algues brunes) y sert d'engrais pour enrichir le sol et est aussi utilisé pour la cuisson du pain.

Accords à gogo

■ Plus de 100 accords ont été signés entre 230 sociétés agro-industrielles d'Afrique de l'Ouest ou entre ces sociétés et 115 investisseurs, conseillers et partenaires de l'Union européenne et de pays tiers présents à la rencontre Agro-Ind sur le commerce, organisée à Dakar début novembre 2002.

Dans cette conférence atypique, les contacts informels ont pris le pas sur les sessions plénières classiques. Pendant trois jours, 1 021 rendez-vous avaient été programmés officiellement, mais des milliers de pourparlers informels se déroulaient en marge. Des ateliers ont été organisés sur la formulation et le suivi des projets, sur l'hygiène et les normes sanitaires des produits de la pêche (avec le Centre pour le développement de l'entreprise et

le CTA) et sur les opportunités des marchés des fruits et des légumes – principalement biologiques – avec le COLEACP.

Les participants ont aussi fait leurs emplettes, non pas à la *médina* toute proche, mais au Centre technique d'information où des conseillers, dont le CTA, les aidaient à localiser les données indispensables. D'autres informations intéressantes, notamment sur le potentiel agro-industriel de l'Afrique de l'Ouest (un marché de 220 millions de personnes), sont disponibles dans les rapports d'Agro-Ind et sur Internet.

▲ Agro-Ind
PROEINVEST
52 avenue Hermann Debroux
1160 Bruxelles, Belgique
Fax : +32 2 679 1870
E-mail : sbu@proinvest-eu.org
Site Web : www.agro-ind.com

L'avocat plaide sa cause

■ En 2000, une trentaine de femmes de Kathangu, un village au nord de Nairobi, au Kenya, ont commencé à fabriquer du savon et de l'huile à base d'avocats. Grâce à l'appui et aux conseils du Programme national d'agriculture et d'élevage, leur affaire est un succès. Leur communauté, comme bien d'autres dans la région, s'adonnait surtout à la culture du café, mais la chute des prix l'a contrainte à trouver d'autres sources de revenus. Les femmes cultivaient déjà des avocats, mais perdaient une grande partie de la récolte faute de débouchés. Le Kenya produit environ 19 000 t d'avocats chaque année. Ces fruits sont toutefois difficiles à conserver, à transporter et à commercialiser.

À Kathangu, les femmes cueillent désormais les fruits verts pour en extraire de l'huile et récoltent les fruits trop mûrs tombés au sol pour les transformer en savon.

Elles coupent les fruits verts en morceaux et les mettent à sécher, puis les pressent dans un sac de toile pour en extraire l'huile (environ 1 000 fruits pour une jarre d'huile qui sera vendue 500 Ksh soit 6,45€).

Pour le savon, les femmes écrasent les avocats mûrs et dénoyautés et les passent dans un tamis métallique. Elles mélangent une matière grasse ou de l'huile de noix de coco à cette pâte pour la rendre homogène et y ajoutent un peu de soude caustique (hydroxyde de sodium NaOH, la



Photo Louma

substance qui sert à déboucher les canalisations) pour la durcir. Ensuite, elles cuisent la pâte à feu doux en la remuant et y ajoutent un parfum. La pâte est alors laissée à refroidir lentement pendant deux semaines pour se transformer en un excellent savon, particulièrement apprécié par les hommes comme savon à barbe.

Vincent Agoya, Pambazuka, août 2002

Une combinaison qui fait... mouche



Photo Scott Bower - ARS, USDA

Plus c'est petit, plus c'est méchant. Cette *Ceratitits capitata* est agrandie environ 6 fois.

■ La lutte contre la mouche des fruits *Ceratitits capitata* est entrée dans une nouvelle phase. Cette mouche qui pond ses œufs à l'in-

térieur des fruits mûrs est l'un des parasites les plus redoutés par les producteurs de fruits tropicaux et subtropicaux. La combinaison de

deux techniques connues est parvenue à en venir à bout aux États-Unis et au Mexique et a commencé à être appliquée au Brésil.

Le programme consiste, d'une part, à élever des mâles stériles et à les relâcher en masse – une pratique déjà utilisée un peu partout dans le monde – et, d'autre part, à lâcher des guêpes parasites (*Diachasmimorpha longicaudata*) qui se nourrissent des larves de mouches. La nouveauté consiste à libérer les mâles stériles et les guêpes en même temps et en grand nombre.

La mouche stérile provoque une réduction du nombre d'œufs fertiles. La guêpe trouve les larves des mouches dans les fruits, s'en nourrit et y pond ses propres œufs; ainsi, elle se reproduit et ses successeurs continuent la lutte contre la mouche des fruits.

L'organisation brésilienne de la recherche agricole EMBRAPA a testé cette méthode dans divers écosystèmes du pays et juge que c'est une bonne méthode biologique de lutte, utilisable à grande échelle et permettant ainsi des économies en pesticides.

■ Embrapa Mandioca e Fruticultura
44.380-000, Cruz das Almas
Bahia
Brésil
Fax : + 55 75 621 1118
E-mail : sac@cnpmf.embrapa.br
Site Web :
www.cnpmf.embrapa.br

Jonction et conjonction

■ S'il n'y a pas d'arbre à palabres dans le gros village de Wageningen où se trouvent les bureaux du CTA, c'est seulement pour cause de climat, car les discussions, même si elles se déroulent à l'intérieur, y sont aussi intenses, familières, longues et fructueuses, comme il se doit entre partenaires.

À la mi-septembre 2002, le CTA a organisé deux réunions avec ses partenaires ACP natio-

naux et régionaux pour évaluer les progrès accomplis, discuter des différents projets conjoints et ouvrir de nouvelles pistes. Les partenaires nationaux ont surtout débattu de leurs magazines, activités médiatiques et besoins de formation. Les partenaires régionaux, par nature plus éloignés des priorités locales, mais pour autant très concrets, ont notamment réfléchi aux mécanismes et modalités pratiques des réseaux.

Moyens d'existence durables

L'Université d'East Anglia au Royaume-Uni propose deux nouveaux cours en anglais sur les 'approches pour des moyens d'existence durables'. Le premier cours 'Dégradation des terres et moyens d'existence durables : évaluation sur le terrain' se déroulera du 28 avril au 12 mai 2003 et se poursuivra au Centre d'étude des sols et de biologie appliquée de Murcie, dans le sud de l'Espagne, une région aux terres arides et relativement dégradées. Le deuxième cours 'Analyse des moyens d'existence pour réduire la pauvreté' aura lieu du 30 juin au 18 juillet 2003.

■ Training Office, Overseas Development Group,
University of East Anglia,
Norwich, NR4 7TJ, UK
Fax : +44 1603 591170
E-mail : odg.train@uea.ac.uk
site Web : www.odg.uea.ac.uk

Problèmes à l'horizon

L'industrie samoane de l'orchidée, considérée comme un nouvel acteur prometteur sur le marché des fleurs du Pacifique, est sous la menace d'*Orchidophilus aterrimus*, un charançon des orchidées. Ce charançon n'est pas encore arrivé aux Samoa, mais la contrebande fréquente de plants et de végétaux à partir des Samoa américaines où l'insecte est déjà présent a mis en alerte rouge les douaniers et les cultivateurs d'orchidées.

IRETA, 2002

Made in Botswana

Le ministère botswanais de l'Agriculture a confirmé qu'au troisième trimestre 2002, après deux années de dur labeur, 600 000 têtes de bétail avaient été marquées dans le cadre du Système d'identification et de traçabilité du bétail (LITS). Ce marquage facilite ce que l'on appelle la traçabilité du bœuf découpé, depuis le point de vente ou l'abattoir jusqu'à l'animal d'origine. Cette exigence de l'Union européenne pour toute importation de viande n'est pas à négliger pour un pays dont 90% des exportations de viande sont absorbés par l'UE.

Un symposium sur les rongeurs

Le projet international de recherche STAPLERAT (Protection des cultures de base en Afrique de l'Est : approches intégrées pour une lutte écologique contre les rongeurs) organise un symposium international sur les petits mammifères africains à Morogoro, en Tanzanie, du 14 au 18 juillet 2003.

■ Fax : +255 23 2601485
e-mail : asms@ruca.ua.ac.be
site Web : www.dpil.dk/staplerat/

Information laitière

Vous voulez de l'information pratique pour vos projets laitiers ? C'est au niveau international que vous trouverez les informations les plus pertinentes, bien qu'il y ait de plus en plus de programmes, locaux et nationaux, de développement du secteur laitier dans de nombreux pays.

L'ensemble le plus complet est disponible à la FAO, rien d'étonnant. Le Service d'information laitière fournit une masse de données, d'informations pratiques, de documents stratégiques et autres guides sous forme électronique ou imprimée. Cette documentation concerne la production, la collecte, la commercialisation, la transformation et la conservation du lait. Allez vous en rendre compte, si vous en avez la possibilité et si vous lisez l'anglais, sur sa page web, modèle de clarté et de facilité d'accès : www.fao.org/ag/aga/agap/lps/dairy/intro.htm. Ne manquez pas leurs liens (aussi francophones) à www.fao.org/ag/aga/agap/lps/dairy/url/url.htm.

Ou bien écrivez au *Service d'information laitière, Division de la production et de la santé animale, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie. Fax : +39 06 5705 5749 ; e-mail : jeanclaude.lambert@fao.org*

Le Service d'information laitière de la FAO coédite la *Dairy Development Newsletter* (en anglais seulement) avec la Fédération internationale de laiterie (FIL). Ce bulletin très informatif bien qu'aride de traite des meilleures pratiques, des nouvelles tendances et de la formulation de politiques. Abonnez-vous (c'est gratuit) à l'adresse ci-dessus. La FIL est une petite institution internationale utile au secteur professionnel par ses nombreux liens institutionnels. *IDF, Immeuble Diamant, Boulevard Auguste Reyers 80, 1030 Bruxelles, Belgique; fax : +32 2 733 0413 ; e-mail : info@fil-idf.org; site Web : www.fil-idf.org*

Si vous avez peu de temps pour chercher, mais du temps pour lire, une bonne source d'information est le rapport d'un atelier

Sud-Sud sur la petite production laitière et sa commercialisation, qui s'est tenu à Anand, Inde, du 13 au 16 mars 2001.

Il décrit la situation de la filière de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, du Pacifique et d'Amérique latine. Plusieurs documents discutent de l'accès des petits producteurs au commerce international et des implications des réglementations de la qualité et de la sécurité basées sur le Codex alimentarius. Le rapport inclut aussi un bon nombre d'études de cas pratiques de micro-crédit, techniques fourragères, techniques de conservation, etc. *Smallholder dairy production and marketing - Opportunities and constraints*. Edité par D. Rangnekar et W. Thorpe W. Coédition du National Dairy Development Board, Anand, India, et de l'International Livestock Research Institute



(ILRI), Nairobi, Kenya. 538 pages, 2002. ISBN 92 9146 114 8. Version imprimée disponible gratuitement auprès de *ILRI, PO Box 30709, Nairobi, Kenya ; e-mail : info@ilri.org*, et déchargeable du site web www.ilri.org

Heifer Project International offre des possibilités variées d'appui aux projets laitiers. Ses divers bulletins et services en ligne sont ouverts aux expériences locales. *Heifer Project International, PO Box 8058, Little Rock, AR 72203, États-Unis ; E-mail : info@heifer.org ; site Web : www.heifer.org*

Le réseau qui rebondit

C'est un succès, tout simplement. Le réseau Agridoc a démarré en France il y a plus de vingt ans et a longtemps fourni un service simple mais pertinent, en procurant des documents sur l'agriculture aux acteurs du développement rural, principalement en Afrique francophone. Bien des lecteurs de *Spore* se le rappelleront aussi parce qu'il assurait dans les années 80 et 90 les « réponses » du service questions-réponses du CTA.

Au tournant du siècle, Agridoc a décidé de moderniser et de transformer son service pour le rendre plus convivial pour l'utilisateur. Cette métamorphose a conduit à un ensemble de services dynamiques et bien conçus pour assurer la diffusion la plus large possible de l'importante information agricole qu'Agridoc est maintenant capable de fournir, avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères.

Les tâches sont décentralisées vers huit centres relais situés dans des organisations reconnues comme des centres d'excellence pour la fourniture d'informations agricoles et souvent mentionnées dans *Spore*. Pour l'instant, six sont opérationnelles : IPD-AOS au Burkina-Faso, SAILD au Cameroun, INADES-Documentation en Côte d'Ivoire, CITE à Madagascar, ENAM au Maroc et UTAP en Tunisie.

Au cœur du système, deux revues semestrielles produites par un secrétariat basé au BDPA, près de Paris. La première, un Bulletin d'information diffusé par courrier postal à tous les membres du réseau, est une belle collection, dans le genre de *Spore*, de nouvelles sur les techniques, les réseaux, les formations, les sites Web, des annonces des membres et des annonces de nouvelles publications. Ce qu'il y a d'original avec Agridoc, c'est que les membres peuvent commander

des publications. S'ils représentent une structure professionnelle à fort pouvoir de diffusion, ils appartiennent à la catégorie 1 et bénéficient d'une dotation en documents gratuits. Les membres de catégorie 2 sont plutôt des particuliers ou petits groupes sans diffusion organisée : ils peuvent acheter les documents ou les consulter auprès des centres relais ou des membres de catégorie 1. Il y a aussi une catégorie 3 qui inclut les bailleurs de fonds, ONG, autres réseaux d'information, etc. La seconde publication est la *Revue thématique*, envoyée à tous les membres, sauf ceux de la catégorie 2 dont les champs d'intérêt n'incluent pas le thème couvert. Les numéros récents ont traité de thèmes comme l'irrigation, les formations professionnelles rurales, la libéralisation des services aux éleveurs.

La plupart des membres du réseau peuvent aussi utiliser les services questions-réponses et de diffusion sélective d'information

d'Agridoc, obtenir des documents techniques, manuels et guides à partir du site Web, ainsi que divers livres (en français) publiés pour Agridoc par le GRET. Ces livres sont habituellement cités dans *Spore*, et il en paraîtra encore un certain nombre en 2003.

Une bonne partie de l'information dans les revues ainsi que dans les documents qu'elles citent est en français et en anglais. Les autres services sont principalement en français.

Envie d'adhérer ? Vous n'avez qu'à demander. Agridoc souhaite 7 000 membres à la fin de l'année, il y a encore de la place pour de nouveaux membres. Et rappelez-vous : mieux vous pouvez utiliser son information, plus le réseau peut vous aider. Ça ne peut pas être plus simple !

BPDA Agridoc
3 rue Gustave Eiffel
F 78286 Guyancourt Cedex, France
Fax : +33 130 124 840
Email : agridoc@bdpa.fr
Site Web : www.agridoc.com

Publications

Le mémento nouveau est arrivé



Chaque génération transmet son savoir à la suivante. Nous accumulons nos nouvelles expériences et les ajoutons, avec l'humilité qu'il se doit, à la sagesse des générations précédentes. Ce qui diffère, c'est comment nous transmettons le tout aux générations suivantes et comment nous évaluons ce qu'elles doivent savoir. Depuis les années 60, le *Memento de l'agronome* a été le compagnon fidèle de milliers d'agronomes et techniciens de terrain ; les toutes premières éditions avaient l'épaisseur d'une brique, mais demeuraient de petite taille et portables. La nouvelle édition 2002 est plus grosse et devra être consultée au bureau ou à la maison.

Ce *Memento* nouveau comprend les mêmes données agricoles et techniques de base – tableaux des sciences du sol, valeur nutritionnelle des plantes, descriptions des plantes – et une impressionnante série de tables de conversion et de mesures, ainsi que des informations pratiques, des repères méthodologiques et des connaissances agronomiques et zootechniques élémentaires.

La nouveauté pour les utilisateurs d'aujourd'hui, ce sont les informations sur le contexte, les processus, les acteurs et les nouveaux partenaires comme les organisations paysannes. De nouvelles rubriques s'ajoutent aux fondements techniques : aspects environnementaux, gestion et surtout, aspects méthodologiques autour de la participation, de l'évaluation et de l'impact.

Les technologies modernes de l'information et de la communication tiennent également une place plus importante, même si, contrairement à d'autres livres du même type, le *Memento* ne surestime pas leur potentiel : deux cédéroms d'accompagnement proposent la version numérique ainsi que 100 diaporamas et plus de 200 docu-

ments intégraux, ce qui totalise près de 10 000 pages. Une vraie bibliothèque!

Le *Memento*, produit avec le soutien du CTA, entend contribuer à la prise de conscience des nouveaux défis et opportunités qui s'offrent à l'agriculture dans les pays en développement, en termes de concurrence, de mondialisation, d'urbanisation et d'évolution des options et priorités politiques. À ce titre, il reflète bien les préoccupations actuelles – ne rien oublier, insister sur le 'processus' – et, comme cela se passe pour toutes les générations, ses auteurs pensent que nous sommes (une fois de plus) au seuil d'une nouvelle ère. Certes, mais la nouvelle génération connaîtra encore d'autres changements. Ce qui reste et qui est inestimable, c'est tout le savoir du genre humain, parfaitement organisé, sur la production de notre nourriture : comment, où et quand.

Memento de l'agronome
Coédition Cirad-Gret-CTA-MAE.
2002, 1692 pages + 2 cédéroms
ISBN : 2-87614-522-7 et
2-86844-129-7, N° CTA 1107,
80 unités de crédit. 44 €
En vente auprès des librairies du Cirad
et du Gret, voir pages 12 et 13

Un homme averti en vaut deux

Ce livre aurait pu s'intituler "Comment se faire des amis", mais ce titre sert déjà depuis 1936 pour un ouvrage devenu un classique de l'art de la persuasion. Un art qui, lorsqu'il est pratiqué par les institutions pour rechercher des fonds, des faveurs ou des amis, s'appelle 'communication institutionnelle' ou 'sensibilisation du public'.

Ce manuel est une introduction détaillée à ce que les organisations agricoles doivent être capables de faire aujourd'hui : expliquer leurs objectifs, leurs besoins et les services qu'elles offrent aux différents publics qu'elles servent ou dont elles dépendent. Il s'inscrit ainsi dans la ligne du programme que développe le CTA pour aider ses partenaires à améliorer leur profil, leur 'image'. Différents outils et stratégies y sont examinés en

détail : communiqués de presse, relations avec la presse, techniques d'interview, lettres d'information, rapports annuels, présentations audiovisuelles, événements publicitaires, foires, situations de crise, suivi et évaluation et plus encore.

Mais attention, il ne suffit pas de mobiliser ces moyens pour attirer automatiquement l'attention sur votre organisation. La communication présente toujours deux faces et votre 'cible' n'a pas nécessairement entendu ce que vous lui avez dit, car elle observe aussi le non-dit. Cet aspect échappe souvent aux organisations qui résument la 'sensibilisation du public' à une série de recettes appliquées mécaniquement. Or, c'est plus que cela. Sortez de votre organisation et essayez de comprendre comment les autres vous voient, comment ils interprètent votre



comportement. Votre organisation a-t-elle l'air sûre d'elle ou arrogante ? Coopérative ou méprisante ? Fiable ou fanfaronne ? Il ne s'agit pas seulement d'obtenir ce que vous voulez, vous devez aussi vous faire bien comprendre. Ce livre vous mettra sur la voie.

Communication Institutionnelle
Manuel à l'usage des ONG et des instituts de recherche agricole en Afrique
CTA, 2002. 160 pages. ISBN 9966 9705 4 1
N° CTA 1089. 20 unités de crédit

Chaque numéro est spécial

Le volet camerounais du Programme régional de gestion de l'information environnementale (PRGIE), un partenaire du CTA, prend du recul avec son nouveau magazine trimestriel en couleurs *Bio Azimuts*. Chaque numéro porte sur un thème comme « la filière cacao dans tous ses états » ou « le secteur bois : quelles stratégies pour la commercialisation et pour la protection de l'environnement ? ».

Se définissant comme un trimestriel d'information et d'analyse sur la conservation de la biodiversité, il vise un lectorat à un niveau politique et non du terrain et examine les tendances du secteur, les priorités de la recherche ou les demandes d'investissements. Son style est accessible à tous. Et il exploite à merveille ces bandes dessinées toutes simples et hilarantes, pleines de sens et d'autodérision que les Camerounais adorent. On ne peut s'empêcher de rire...

Abonnements : Europe 55 € ;
monde 70 €
Bio Azimuts
PRGIE-Cameroun
BP 3410, Yaoundé, Cameroun
Fax : + 237 231 2569
E-mail :
cameroun@adie-prgie.org

Cataloguez !

Nous avons plus que jamais besoin d'organiser correctement les informations. Quelle est leur utilité si vous ne pouvez pas les retrouver et croiser vos références ? Ne croyez pas ceux qui prétendent qu'on trouve tout sur Internet. Cet ouvrage est une excellente introduction à l'art et à la science du catalogue sans lequel nous ne sommes rien.

Cataloguer : mode d'emploi.
Initiation aux techniques du catalogue (2^e édition)
Association des bibliothécaires français, Paris, 2002. 156 pages.
ISBN 2-900177-21-9, 21 €
ABF
31 rue de Chabrol
FR - 75010 Paris, France
Fax : + 33 155 331 030
Site Web : www.abf.asso.fr

Mauvaises herbes sur la Toile

Il peut paraître incongru d'aller chercher sur Internet une réponse à ses problèmes de mauvaises herbes, mais, par les temps qui courent, pourquoi pas ? Après tout, le savoir local est désormais accessible à toute la planète.

Le site Web malherbologie.cirad.fr est une mine d'informations pour aider à maîtriser l'enherbement des cultures. Il aborde les contraintes culturelles pour le désherbage mécanique, les contraintes de main-d'œuvre pour le désherbage manuel et traite aussi de la lutte chimique et des méthodes indirectes comme la rotation des cultures.

Médias ruraux responsables

■ Nous l'avons souvent souligné dans *Spore* : les médias ruraux prennent de l'essor. Journaux, magazines et radios ruraux seront de plus en plus nombreux et il s'avère nécessaire de mettre en place des mécanismes d'autorégulation. Voilà un panorama des responsabilités des médias qui tombe à point. Ce sera une longue, longue histoire et il vaut mieux emprunter le bon chemin.

Liberté de la presse, responsabilité des médias, l'Afrique sur la voie de l'autorégulation
par D Duplat. *Gret, Paris, 2002.*
96 pages. ISBN 2 86844 128 9
11 €
Gret diffusion
213 rue La Fayette
FR - 75011, Paris, France
Fax : + 33 140 056 110
E-mail : diffusion@gret.org
Site Web : www.gret.org

Gestion des forêts

■ Voilà une lettre d'information électronique bien pratique pour tous ceux qui travaillent dans le secteur forestier et se soucient d'une exploitation forestière à faible impact en Afrique. Elle fait partie du projet « Aménagement durable des forêts dans les pays africains de l'ACP ». Son titre, *RIL-Afrique*, s'inspire de son homologue anglophone «Reduced Impact Logging». Vous y trouverez des informations sur le projet de code régional en Afrique de l'Ouest, des études de cas et des débats. Pour vous inscrire sur la liste de diffusion, envoyez un message à : mailserv@mailserv.fao.org en laissant la ligne objet vide et en mentionnant : *subscribe RIL-Afrique-L*

Les producteurs donnent de la voix

■ Le nouveau magazine de la Fédération des Unions de producteurs du Bénin (FUPRO), partenaire national du CTA, s'appelle « La VOIX des producteurs », un titre qui souligne sa représentativité. Il se qualifie lui-même d'organe d'information et de ralliement des organisations paysannes du réseau FUPRO. Le dernier numéro (16 pages) propose un bilan de la récolte de coton, des institutions cotonnières et de la privatisation, ainsi que des informations sur le Sommet de Johannesburg sur le développement durable et des fiches techniques sur l'ananas et le manioc. *La VOIX* est produite pour le FUPRO par nos confrères d'Agri-Culture.

📍 FUPRO-Bénin
BP 372, Bohicon, Bénin
Fax : +229 51 09 46
Email : fupro@leland.bj

Deux Agrodoks de plus

📖 Commençons par les ânes, ces travailleurs têtus et silencieux qui transportent les charges, labourent les champs et carburent à l'eau. Que ferions-nous sans eux ? Parmi les animaux utilisés pour la traction et les labours, les ânes sont les sources d'énergie les moins valorisées dans de nombreuses parties du monde. Leur coût est pourtant largement inférieur à leur rendement et il faut espérer que ce manuel *Utilisation de l'âne* de la collection Agrodok changera tout cela.

En plus des chapitres sur les soins, le harnachement, l'attelage et les équipements de labourage et de traction, le manuel consacre un chapitre au dressage et donne une série de conseils. Les ânes sont-ils réellement têtus? En fait, ils refusent de faire ce qu'on leur demande seulement si la tâche leur paraît impossible. Le conseil le plus sympathique est que les

ânes détestent la solitude et travaillent bien mieux en compagnie d'autres ânes ou animaux.

Les ânes font également partie du paysage urbain, thème d'un autre manuel Agrodok sur *L'agriculture urbaine*. Les deux premiers chapitres traitent des différences pratiques entre l'agriculture en ville et l'agriculture rurale, et les agriculteurs urbains expérimentés pourront se passer de les lire.

Les chapitres suivants examinent en détail les questions de pollution, d'environnement et de santé, les solutions pour faire face à la limitation de l'espace, les méthodes de culture à petite échelle et les aspects socioéconomiques.

Un manuel utile qui vous aide à cultiver des légumes en ville. Espérons qu'un autre Agrodok suivra un jour, sur l'élevage des animaux dans les zones urbaines et périurbaines.



Utilisation de l'âne pour la traction et les labours
par L Oudman. *Série Agrodok 35, coédition Agromisa - CTA, 2002.*
88 pages.
ISBN 90 77073 16 7
N° CTA 1095.
5 unités de crédit

L'agriculture urbaine. Cultiver des légumes en ville
par J Boland. *Série Agrodok 24, coédition Agromisa - CTA, 2002.*
96 pages.
ISBN 90 77073 15 9
N° CTA 1094.
5 unités de crédit

Une vitalité dérangeante ?



■ Prose mesurée, diagrammes calibrés... et pourtant ce livre exsude la sensualité. Vous serez pressé par la foule, assailli par les odeurs, tenaillé par l'angoisse, excité par l'enjeu, exactement comme si vous y étiez : sur les marchés, prêts à traverser les frontières. S'il se passe beaucoup de choses à ces endroits, c'est parce que bien des regards sont fixés ailleurs, mais ce petit livre jette un œil acéré et juste sur tous les aspects du commerce frontalier.

Les gens voudront toujours traverser les frontières, les lois de

l'offre et de la demande sont ainsi et peut-être nulle part plus qu'en Afrique centrale aujourd'hui. Les lignes de démarcation entre le Niger, le Nigeria, le Cameroun, le Gabon, la RCA et le Tchad connaissent un commerce transfrontalier intense, surtout pour les produits alimentaires et agricoles, que ce soit pour la consommation locale ou l'exportation. Des accords régionaux ont dans certains cas été conclus entre États ; parfois qualifiés de « régionalisme transétatique », ils ont souvent un effet économique positif sur le développement régional. Dans d'autres cas, le commerce transfrontalier est de nature plus informelle, infiltrant discrètement ou, au contraire, de façon voyante toute barrière formelle, qu'elle soit fiscale ou physique. Selon l'auteur, ce commerce contribue dans tous les cas à la vitalité économique des régions comme à la prospérité des paysans, alors que les planificateurs classiques y voient une menace du fait de la perte de recettes

douanières. Le rôle de chacun des acteurs est examiné en détail, de façon profonde et très humaine : le douanier, le paysan, le contrebandier, le porteur, l'entrepreneur de transport, et leurs interrelations complexes. Karine Bennafla, l'auteur, se soucie autant de l'économique que de l'humain et réussit parfaitement à s'adresser aux différents lecteurs qu'elle va intéresser : fiscalistes anxieux, planificateurs perplexes, sociologues curieux, producteurs à l'affût. Elle nous rappelle utilement toute la complexité humaine du commerce régional, à un moment où il est aseptisé pour être traité sur le tapis vert des diplomates.

Le commerce frontalier en Afrique centrale
par K Bennafla. *Éditions Karthala, Paris, France. 368 pages, 2002.*
ISBN 284586230X
25 €
Éditions Karthala
22-24 bd Arago
FR- 75013 Paris, France
Fax : +33 145 352 705
E-Mail : karthala@wanadoo.fr
Site Web : www.karthala.com

Les livres publiés par les éditeurs des pays ACP sont toujours bienvenus dans cette rubrique. Nous invitons vivement tous les professionnels locaux à nous faire parvenir leurs ouvrages.

Des voyages dans la tête



■ Un merveilleux ouvrage écrit par un chercheur passionné et doué pour la communication, nous avons eu le bonheur d'en recevoir plusieurs ces derniers temps. Dans *Spore 101*, nous vous présentions *Le fruit de la passion* d'un auteur béninois ; avec ce livre-ci nous partons pour un voyage aventureux et instructif à la découverte des faux-guis et autres plantes parasites qui détruisent de nombreux arbres dans le monde.

Ces 'vampires des plantes' n'auront bientôt plus de secrets pour vous. L'ouvrage que voici est une excellente description technique des guis africains, comme *Tapinanthus* qui parasite plus de cent espèces d'arbres en Afrique, dont l'acacia et le karité. Au nord du Burkina Faso et au Mali, cet envahisseur et des sécheresses prolongées ont conduit à ce que l'auteur appelle des 'cimetières de karités'. L'ouvrage aborde aussi diverses espèces de *Striga* et les ravages causés par *Globimetula* et *Phragmanthera* à l'hévéa, au cacaoyer et au citronnier en Afrique de l'Ouest. Il détaille l'impact écologique et économique de ces parasites, comment les identifier et les combattre, le tout avec des illustrations claires et dans le langage accessible du récit d'un voyage d'études entrepris par deux stagiaires et leur professeur (l'auteur) à travers le Burkina Faso à la fin des années 70. C'est à la fois un roman, un journal, un guide de voyage, une observation sociologique, une façon originale de présenter l'information technique et un brillant exemple de communication scientifique.

Vous le lirez de la première à la dernière ligne... et les vampires disparaîtront.

Des vampires chez les plantes. En guerre contre les plantes parasites par G Sallé. Collection "Bulles de sciences", Editions EDP Sciences, Paris, 2002. 238 pages. ISBN 2-86883-574-0 17 € EDP Sciences 17 avenue de Hoggar BP 112, 91944 Les Ulis Cedex A France Site Web : www.edpsciences.org

Palmier en poche

■ Contrairement à certains guides 'de poche' qu'il faut transporter dans un sac, ce livre a réellement été pensé pour ça : solide, de petit format, il a été rédigé par des gens qui connaissent les besoins du terrain.

Son objectif est de permettre à l'exploitant, au technicien, à l'assistant de plantation de se familiariser avec les principaux symptômes de carences et autres anomalies du palmier à huile. Il décrit les carences en azote, en phosphore, en potassium, en magnésium, en bore, en cuivre et en fer, ainsi que leur origine, les modes de prévention et les mesures de correction. Chaque cas est illustré par des photos explicatives. Le guide fournit des données sur la fertilité des sols, les besoins nutritionnels de la plante, les tables de conversion, et – chose rare pour un manuel de terrain – des références détaillées.

Ne partez pas sans lui!



Symptômes de Déficiences Minérales et Anomalies chez le palmier à huile (Elaeis guineensis Jacq.) Série Palmier à Huile, Volume 7 par T Fairhurst et J-P Caliman. Institut des Phosphates et de la Potasse (PPI), Singapour, et CIRAD, France, 2001. 64 pages. ISBN 981-04-4840-6 US\$ 10 (plus frais de port) East & Southeast Asia Programs Potash and Phosphate Institute 126 Watten Estate Road Singapore 287599 Fax : +65 6 467 0416 E-mail : dtan@eseap.org Site Web : www.eseap.org

Passez-moi le grain de sel!

■ « Revois tes prix, mon ami » dit le producteur bien informé au commerçant, dans la bande dessinée illustrant ce superbe dossier du numéro 21 de la revue trimestrielle *Grain de Sel*, consacré à la gestion de l'information et de la communication pour les organisations paysannes (OP).

Parmi les thèmes traités figurent les radio rurales gérées par les OP, la presse écrite et l'édition en langues locales et l'appropriation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). La plupart des articles figurant dans ce dossier sont extraits de l'étude sur l'utilisation des NTIC par les OP réalisée par notre confrère Inter-Réseaux pour le CTA.

Ce numéro propose aussi une page sur les façons différentes dont les gens perçoivent une situation en fonction de leurs intérêts et de leur éducation. Les rédacteurs nous montrent la vision de l'expert technique, de l'écologue, de l'agronome, du sociologue et de l'équipe. Une prochaine fois, nous verrons peut-être la vision du producteur ?

Grain de Sel numéro 21 Inter-Réseaux 32 rue Le Peletier FR - 75009 Paris, France Fax : +33 142 465 424 E-mail : secretariat@inter-reseaux.org Site Web : www.inter-reseaux.org

Les clés du sol

■ Une édition révisée et complétée (la quatrième) de tous les termes relatifs à la gestion, la fertilisation et la conservation des sols. Plus de 4 000 mots, dont 500 nouveaux.

Dictionnaire de Science du Sol Editions Tec & Doc, Paris, 2002. 588 pages. ISBN 2 7430 0538 6 85 € Lavoisier 14 rue de Provigny FR - 94236 Cachan cedex, France Fax : +33 147 406 702

Si les arbres pouvaient parler

■ Cette série d'essais techniques décrit ce que l'on peut (et ne peut pas) faire dans les forêts d'Amazonie et d'Amérique centrale. Détail intéressant : il a été publié pour permettre à d'autres peuples de tirer des leçons de ces expériences américaines. Ce qui compte, c'est le partage!

Vivre avec la forêt. Gestion locale des ressources naturelles en Amazonie brésilienne et au Costa Rica Rédigé par le Comité français pour l'UICN et le Gret. UICN-France, 2002, 164 pages. 20 € UICN-France Muséum national d'Histoire naturelle 36 rue Geoffroy Saint-Hilaire FR - 75005, Paris, France Fax : 33 147 077 178 E-mail : uicnfr@club-internet.fr

Comment obtenir ces publications



Les publications signalées dans ces pages par la feuille verte viennent s'ajouter au catalogue CTA, et vous pouvez les obtenir du CTA si vous êtes abonné(e) au Service de diffusion du CTA. Pour les autres publications (signalées par un simple carré orange), vous devez vous adresser à l'éditeur mentionné, ou à un libraire, mais pas au CTA.

Les publications du catalogue CTA sont gratuites pour les **abonnés** du Service de diffusion des publications. Les abonnés peuvent commander ces publications jusqu'à concurrence de leur crédit, en utilisant impérativement le bon de commande qui leur a été fourni.

Les **non-abonnés** peuvent demander un formulaire d'inscription au CTA. Le service est ouvert aux organisations et institutions de développement agricole et rural des pays du

groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), ainsi qu'aux particuliers qui résident dans ces pays. Si vous ne remplissez pas les conditions d'abonnement au service, ou si vous avez épuisé vos unités de crédit, vous pouvez acheter les publications du catalogue CTA auprès du distributeur suivant : CTA Publications, ITDG Publishing, 103-105 Southampton Row, London WC1B 4HL, Royaume-Uni, Fax : + 44 20 7436 2013 E-mail : cta@itpubs.org - Site Web : www.itdgpublishing.org.uk

Comment réalisez-vous *Spore* ?

Nous poursuivons ici la discussion entre le personnel du CTA et *Spore*, commencée dans *Spore* 101. En réponse aux questions de nombreux lecteurs, nous expliquons comment nous produisons *Spore*. C'est un processus long et complexe, qui mobilise autant de logistique que de matière grise. Au fil de ces dix-sept ans, cela n'a pas toujours été facile de rester à jour ou d'éviter les retards, comme en 2002 – pour lesquels nous vous présentons nos excuses. Voici comment ça fonctionne quand tout se passe bien.

La route est longue de l'idée initiale d'un article au jour où le magazine vous parvient. Publication phare du CTA, *Spore* est la responsabilité quotidienne du Département des produits et services d'information (DPSI). Le DPSI a engagé une agence externe chargée de l'essentiel du travail : rédiger les articles, mettre en pages et fabriquer les éditions imprimée et électronique. Actuellement, cette agence est le consortium *Spore*, constitué du groupe Médiateurs, situé près d'Amsterdam aux Pays-Bas, et de Louma Productions d'Aniane, dans le sud de la France. Chargé de la rédaction, Médiateurs anime un réseau de 24 correspondants couvrant les six régions ACP et d'autres régions. Louma s'occupe de la conception graphique, y compris les photos et illustrations, et de la fabrication. L'édition sœur en portugais, *Esporo*, est produite à Lisbonne (Portugal) par le groupe Edições 70. *Esporo* reprend la majeure partie du contenu de *Spore* et contient aussi des articles d'intérêt particulier pour les lecteurs lusophones, tout comme les éditions en français et en anglais de *Spore* diffèrent en ce qui concerne les publications et certaines sessions de formation.

Plan de travail

Chaque année en octobre, l'équipe CTA de *Spore* (composée de personnel du DPSI) et les représentants du consortium *Spore* et d'*Esporo* se rencontrent pour décider des sujets qui seront abordés dans les articles de fond des six numéros de l'année à venir. Il arrive parfois que ces sujets changent en cours d'année. Les membres de l'équipe se retrouvent ensuite tous les deux mois, environ 90 jours avant la parution d'un numéro (le jour L-90 : « L » pour « livraison ») et planifient alors le numéro dans tous ses détails, rubrique par rubrique, article par article. Les idées viennent du DPSI, des autres départements du CTA, du consortium, du coordinateur d'*Esporo* ainsi que, de plus en plus souvent, des correspondants et des lecteurs. Les ébauches des grands articles sont discutées en long et en large comme dans un séminaire de haut niveau. Il arrive qu'une suggestion de brève aboutisse à un article de fond. La salle vibre de propositions et l'ambiance est animée, chacun défendant ses idées. Les livres, vidéos et cédéroms sont examinés et évalués, acceptés ou rejetés. Les semaines suivantes, le consortium rédige et révise les articles. Les seuls textes auxquels

nous ne touchons pour ainsi dire pas sont les lettres des lecteurs, qui parlent d'elles-mêmes. Le CTA approuve alors le contenu, ajoutant ses propres modifications ou suggérant des améliorations. Il arrive qu'un article s'avère moins intéressant que prévu : il faut alors le remplacer. Il y a toujours un ou deux articles en réserve.

Tout cela est préparé en conformité avec un gros document, le *Guide de style et de contenu de Spore*, une sorte de règlement que l'équipe s'est donné et qui lui permet de trancher diverses questions : quelle couverture des activités du CTA, à quelle fréquence citer chaque région ACP, comment vérifier les infos, les règles typographiques, le niveau et le style de langage, l'équilibre entre les articles originaux en français et en anglais, le nombre de mots dans un titre, et bien d'autres choses. La qualité du style est également précisée, en se fondant en partie sur le niveau des lecteurs tout en prenant pour modèle *The Economist* ou *Le Monde*. Un des quelques critiques du style de *Spore* a un jour commenté que « cet article aurait pu se trouver dans *Newsweek* » : nous l'avons pris pour un grand compliment. Un autre critique nous a mis en garde : notre style franc n'était pas celui à adopter pour atteindre les décideurs, qui ont besoin d'informations opaques. Il avait peut-être raison, mais nous avons décidé de ne pas changer. L'enquête de lecture de *Spore* a montré que la grande majorité des lecteurs est satisfaite du style, et nous sommes toujours heureux de recevoir des suggestions constructives d'amélioration. *Spore* publiera prochainement son *Guide de style*, comme le font tous les grands magazines.

Des mots aux messages, images en plus

Après avoir été approuvés, environ 40 jours avant le jour L, les textes sont traduits puis connaissent une véritable métamorphose. Une fois que l'équipe a choisi les photos et illustrations, Louma entre en scène et transforme les lignes de texte en pages attrayantes et bien construites : la maquette. La maquette est réalisée d'abord dans une langue, puis dans l'autre. Elle circule entre les membres de l'équipe dans un va-et-vient d'e-mails, tout comme les différentes versions d'articles et les photos auparavant. Finalement, le CTA approuve la maquette, plus souvent avec une exclamation d'enthousiasme qu'un gémissement, et la maquette est envoyée à l'imprimeur de Montpellier ainsi qu'à

l'équipe de Lisbonne où l'édition d'*Esporo* sera achevée quelques semaines plus tard.

Pendant l'impression, une autre phase commence : le nouveau numéro est placé sur le site Web du CTA, l'annonce e-mail est envoyée aux abonnés, le nouveau programme *Spore et plus* est diffusé sur notre canal satellite de WorldSpace et les indexeurs traitent l'édition pour enrichir l'index de *Spore*, dont la publication est prévue à la mi-2003. Dix jours plus tard environ, c'est le Jour L : empilés sur des palettes, 40 000 exemplaires de *Spore* parviennent au distributeur aux Pays-Bas. Quelques jours encore, et ils sont en route vers les abonnés dans 126 pays.

Repos bien mérité le jour L+1 ? Pas du tout ! Le numéro suivant est déjà rédigé, les photos en cours de sélection. Les correspondants cherchent des sujets pour le numéro d'après et travaillent sur deux articles *Point de vue*. Les messages volent des uns aux autres à propos de ce titre du dernier numéro qui était trop compliqué, cet autre trop direct. Un abonné anxieux recherche un ancien numéro égaré, 800 nouvelles demandes d'abonnement arrivent au CTA et la boîte aux lettres déborde de nouvelles idées des lecteurs. Quant à l'usage qui est fait de l'information, pas de doute, c'est cela qui compte vraiment.

Le fonds GenARDIS

Le CTA, le Centre de recherche international pour le développement (CRDI) et l'International Institute for Communication and Development (IICD) viennent de créer un fonds pour de petits projets qui facilitent l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) en tenant compte de la problématique hommes-femmes. Baptisé GenARDIS (pour Genre, développement rural et société de l'information), ce fonds décernera des prix à des activités innovantes et sensibles au genre qui aident à comprendre et à utiliser les TIC pour le développement agricole et rural des pays ACP.

Dans le cadre de GenARDIS, le terme TIC englobe une multitude d'équipements et services, des systèmes de communication par satellite aux cabines téléphoniques en régions rurales, en passant par les programmes de radio numérique, l'Internet, les bases de données et les services d'e-commerce sur le Web.

Un appel à propositions est lancé : les candidatures doivent parvenir au CTA avant le 15 avril 2003. Les propositions retenues seront annoncées en juin 2003 et recevront un financement non renouvelable de 5 000 €.

GenARDIS Small Grants Fund
c/o CTA
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : +31 317 460 067
Email : genardis@cta.nl

Boîte postale 380

Nous n'avons pu trouver de place pour vos lettres et photos dans les derniers numéros de *Spore*. Voici donc un courrier abondant. Et si vous en voulez plus la prochaine fois, à vos stylos !



Qui fabrique de la charcuterie ?

■ **Samuel Louis Oloko Wonbo** (B.P. 268, Kribi, Cameroun) gère une cantine d'école et possède aussi un restaurant. Il a créé un petit élevage de poulets avec 80 volailles, ainsi qu'un jardin potager où il cultive des poivrons, du piment, des tomates, des poireaux, de l'amaranthe, du céleri et du basilic. Il a ainsi réussi à augmenter les bénéfices de son restaurant. « Les denrées végétales et animales servies dans mon restaurant sont fraîches et de bonne qualité. Mais le point d'ombre, c'est que j'ai demandé à B.P. 380 de me mettre en contact avec des producteurs de charcuterie, mais toujours pas de réponse. »

Désolés, Samuel ! Nous ne comprenons pas pourquoi nous n'avons pas reçu votre courrier précédent, mais espérons que cette annonce va vous apporter des réponses !

Lecteurs confiants



■ De Tombel, dans le sud-ouest de la République du Cameroun, le **Groupe d'initiative communautaire Eku & Kith** nous écrit pour annoncer la création d'une bibliothèque agricole. « La communauté apprécie notre initiative. Nous avons organisé une exposition de livres lors d'une foire agro-pastorale qui s'est tenue au niveau de la Division tôt cette année. Nous utilisons jusqu'à présent, mais pas encore assez, le bâtiment de TACUDA (Tombel Area Cultural Development Assistance) qui aide ainsi le projet. Nous sommes aussi agents de vente pour INADES Formation Bamenda (livrets de développement rural intégré). »

Mon compagnon dans la vie



■ « *Spore* est mon compagnon », nous dit **Simão Mbonani**, qui travaille à Luanada, Angola, pour *Save the Children* « au bureau et aux champs, surtout quand je veux partager des nouvelles de *Spore*. Ce magazine passe aux mains de beaucoup de mes collègues et d'agriculteurs. »

Spore en double !

■ **Innocent Messo Loukelo** travaille pour l'Association pour le développement agricole et rural à Nkayi, République du Congo. Il a une idée très intéressante pour l'avenir de *Spore* : « j'aimerais un bimestriel semblable à *Spore*, mais dans lequel des articles et points de vue anciens et nouveaux seraient rassemblés autour d'un thème. Ce bimestriel pourrait être publié en alternance avec le *Spore* normal. »

Cherchons partenaires !

■ **L'Association Nationale des Agriculteurs et des Éleveurs du Congo** (ANAECO) en République Démocratique du Congo cherche un partenaire extérieur dans le cadre de la coopération internationale, qui intervient dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage ou de la santé. Quiconque est intéressé est prié de contacter l'ANAECO à cette adresse : ANAECO, Révérend Mvuala Jean, B.P. 6141 Kinshasa, Kaluma, RDC – E-mail : mvuala_mbona@yahoo.fr


Formation par correspondance

■ « *Le Spore* est bon pour le moral » nous écrit **Koffi Woglo** de Tsevie, au Togo, et il nous donne une idée qui mérite réflexion. « Dans nos pays, les gens sont sensibilisés aux questions agricoles. Mais il y a un problème de compétences, et des intervenants en arrivent à cette idée : il serait souhaitable que le CTA et d'autres partenaires créent un institut de formation théorique par correspondance afin que nous puissions étudier l'agronomie. »




Deux documents de travail

La question complexe de l'évaluation de l'impact des projets d'information est bien abordée dans les actes d'un séminaire CTA/IICD/LEAP-IMPACT tenu en octobre 2001 (voir *Spore* 96, page 6), et celle de l'intégration des statistiques et de l'information sur les marchés agricoles est traitée dans le rapport d'un atelier du CTA sur ce sujet en novembre 2001. Ces deux documents sont en anglais.

 Technical consultation on assessing the performance and impact of agricultural information products and services
CTA. 2002. 172 pages.

CTA working document 8027. 5 unités de crédit

 Technical consultation on the integration of statistical and agricultural market information services. CTA. 2002. 80 pages.

CTA working document 8026. 5 unités de crédit

Nouveau domaine Internet .int

Le CTA a adopté le domaine de premier niveau réservé aux organisations internationales : '.int'. L'adresse e-mail du CTA est désormais cta@cta.int

La page Web de *Spore* se trouve maintenant à : <http://spore.cta.int> (inutile de taper www.)

L'ancienne adresse cta.nl est toujours active, mais merci de noter le changement dans votre carnet d'adresses, vos listes de distributions, liens, index et autres favoris.



Spore est un bimestriel d'information pour le développement agricole des pays ACP. *Spore* est gratuit pour les particuliers et les organisations des pays ACP et de l'UE s'occupant de développement agricole et rural. Il est aussi possible de souscrire un abonnement auprès d'ITDG (voir page 13).

Editeur : Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) – Accord de Cotonou ACP-CE

CTA : Postbus 380,
6700 AJ Wageningen, Pays-Bas
Tél. : + 31 317 467 100
Fax : + 31 317 460 067

E-mail : cta@cta.int
Site Web : <http://www.cta.int>
E-mail des lecteurs : spore@cta.int

Rédaction : *SPORE* est rédigé par un consortium rassemblant Louma productions et Médiateurs.

Louma productions, 3, rue Neuve,
34150 Aniane, France
Fax : + 33 4 67 57 01 80
E-mail : louma@louma.fr

Médiateurs, W-Alexanderpoort 46,
1421 CH Uithoorn, Pays-Bas
Fax : + 31 297 540514
E-mail : info@spore-magazine.org

Ont participé à ce numéro :
Marcel Chimwala, O'Neil Cuffe, Bernard Favre, Singy Hanyona, Erik Heijmans, Isabelle Mamaty, Paul Osborn, Jacques Sultan.

Mise en page : Louma productions
Impression : Imprimerie Publicep, France
© CTA 2002 – ISSN 1011-0046

Le contenu de *Spore* peut être librement reproduit. Merci de mentionner *Spore* comme source.



Humberto Ríos Labrada est le coordonnateur du Programme participatif de sélection végétale à l'Institut national des sciences agricoles (INCA) de Cuba. Il a récemment reçu le Prix de l'innovation en développement rural du Centre agricole international des Pays-Bas.

Sélection végétale participative

Cultiver le savoir

Historiquement, la sélection des végétaux a suivi deux voies parallèles indépendantes – celle des scientifiques et celle des paysans. Il est essentiel que les recherches scientifiques et les programmes publics de sélection soient à l'écoute du savoir paysan et de ses critères de sélection pour réaliser la sécurité alimentaire, surtout si la sécurité alimentaire doit être assurée par des agriculteurs démunis.

Comme on pourrait s'y attendre d'un universitaire spécialisé en sélection végétale, j'ai commencé ma carrière comme chercheur, en essayant de mettre au point des variétés 'améliorées'. Le problème à Cuba, de nos jours, c'est que la plupart des agriculteurs ne peuvent pas acheter d'intrants coûteux comme les semences, les machines et les produits agrochimiques. Il n'est donc pas très utile de lancer de nouvelles variétés à hauts rendements, qui demandent beaucoup d'intrants pour réussir. À un certain moment, je me suis rendu compte que la recherche pure sur la sélection était plutôt vaine. J'ai donc recentré ma réflexion. De simple sélectionneur de végétaux, je suis devenu un sélectionneur qui dialogue avec les agriculteurs, un facilitateur en agrobiodiversité qui cultive aussi le savoir. Et j'ai toujours été convaincu que travailler pour une agriculture à faibles apports d'intrants est une démarche absolument scientifique.

Situations de stress

Un souffle de changement a balayé Cuba après l'effondrement du système communiste en Europe de l'Est et la disparition de l'Union soviétique. Le marché d'exportation de Cuba s'est évaporé, le pouvoir d'achat du pays en énergie et produits agrochimiques s'en est trouvé considérablement réduit et la production agricole en a subi les conséquences. En 1998, la production de semences de maïs et de haricots, par exemple, représentait la moitié de son niveau des années 80. La crise a principalement touché les grandes exploitations agro-industrielles. L'agriculture de subsistance a été moins affectée. Dans le même temps, les petites exploitations se sont multipliées.

La crise alimentaire latente a en effet poussé beaucoup de gens à se lancer dans la production agricole et pas seulement dans les zones rurales : l'agriculture urbaine s'est développée de façon significative. La recherche agricole devait de toute évidence se réorienter, elle aussi. Les associations de cultures, les engrais biologiques, la lutte biologique et l'agriculture biologique sont devenus de nouveaux sujets d'attention. Et nous, en tant que sélectionneurs, nous avons dû relever de nouveaux défis.

Prenons l'exemple de la citrouille, un légume très populaire à Cuba. Dans les années 90, les

rendements de citrouilles ont régulièrement baissé au point que la citrouille est devenue introuvable sur les marchés cubains. Le manque d'intrants en était largement responsable et il est devenu clair que ces variétés de citrouilles dépendaient trop des apports d'intrants. Nous avons donc commencé à chercher des variétés qui auraient un bon rendement, même dans des conditions difficiles comme la sécheresse, les températures élevées et les attaques de maladies ou de nuisibles, sans nécessiter des intrants coûteux. C'était un grand défi. Jusqu'alors, les variétés avaient été testées et évaluées dans des conditions contrôlées par rapport à un type de contrainte, pas sous des contraintes multiples.

Nous avons identifié 33 variétés rustiques de citrouilles et une vingtaine de variétés modernes et nous les avons évaluées. C'est ainsi que la sélection végétale participative est née à Cuba. Les paysans se sont engagés dans la culture, la multiplication et la sélection des variétés de citrouilles dans leurs propres champs – pas dans des stations pilotes, ce qui est très important. Ils ont comparé ces variétés avec celles qu'ils utilisaient habituellement et en ont choisi deux qui donnaient des rendements intéressants avec peu d'intrants et dans un environnement très difficile. Ainsi, nous

« Travailler pour une agriculture à faibles apports d'intrants est une démarche absolument scientifique. »

sommes parvenus à améliorer l'accès des paysans à la biodiversité et nous avons appris de leur façon de sélectionner les variétés.

Lors d'un autre essai, nous avons demandé aux agriculteurs de cultiver diverses variétés de riz, rustiques et améliorées, dans deux parcelles différentes. L'une se situait dans une zone légèrement vallonnée à sol pauvre et sablonneux et l'autre dans une zone d'agriculture à grande échelle, une plaine où les agriculteurs étaient

habités utiliser des engrais et d'autres intrants. Les agriculteurs sur sols sablonneux et les chercheurs ont choisi comme favorites un mélange d'espèces rustiques et modernes. Les agriculteurs de la plaine ont préféré les variétés améliorées. Ils ne connaissaient que ces variétés et n'avaient pas suffisamment de connaissances pour évaluer les autres espèces. La biodiversité est donc aussi un élément du savoir. Les agriculteurs 'traditionnels' sont une source incroyable de connaissances empiriques et théoriques des plantes, des semences et du rendement potentiel de chaque variété. Ils aident aussi à préserver une riche diversité de variétés de certaines plantes dans leurs propres champs.

Berceaux de biodiversité

Au début des années 80, lorsque l'agriculture industrielle était à son apogée à Cuba, une étude a montré que la diversité des ressources génétiques végétales du pays n'était assurée que par les agriculteurs traditionnels. Les jardins potagers, en particulier, étaient – et sont toujours – le berceau de la biodiversité. Les cultivateurs y conservent des variétés pour différents usages comme l'alimentation, la pharmacopée, le commerce et les rites religieux, ce que les institutions agricoles officielles ne font pas. Ainsi, en collaborant au processus de sélection et de reproduction, les agriculteurs et les chercheurs se sont non seulement instruits mutuellement, mais c'était aussi la meilleure façon d'accéder à la biodiversité et de la développer. De plus, si l'on veut que les agriculteurs assurent la sécurité alimentaire du pays, il faut leur faire confiance et partir de leur situation socio-économique. Le monde de la sélection végétale et de la production de semences tout comme celui des décideurs politiques doivent être plus ouverts et plus sensibles à cela.

✉ Humberto Ríos Labrada
INCA
Gaveta Postal 1
San José de los Lajos
La Habana, Cuba, CP 32700
Fax : 53 64 63867
Email : humberto@inca.edu.cu

Les opinions exprimées dans ce Point de vue sont celles de l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les idées du CTA.